

# From one wall to another

## D'un mur à l'autre

### Booklet -Recueil

***25th anniversary of the fall of the Berlin Wall: in 25 years Europe, that was born in 1989 failed to grow up, get out of his lab, transform this opportunity of independence, assume its responsibilities, stand resolutely in the world. We have a very sad way to celebrate one of the few positive events which history has bestowed on us: we are rebuilding this Wall. The first stones of the new Wall have already been set. There is no time to waste to remove them and pour the asphalt of the roads of an open future.***

***(Marie-Hélène Caillol, in 1989-2014 : from one wall to another)***

***25° anniversaire de la chute du Mur de Berlin: en 25 ans, l'Europe qui est née de 1989 n'a pas su devenir adulte, sortir de son laboratoire, transformer cette opportunité d'indépendance, assumer ses responsabilités, se tourner résolument vers le monde. Nous avons une bien triste manière de célébrer l'un des rares événements positifs dont l'Histoire nous a gratifiés: nous sommes en train de reconstruire ce Mur. Les premières pierres du nouveau Mur ont déjà été posées. Il n'y a pas de temps à perdre pour les retirer et couler l'asphalte des routes d'un avenir ouvert.***

***(Marie-Hélène Caillol, in 1989-2014 : D'un mur à l'autre).***

Avec ce recueil, nous voulons vous présenter une série de textes de Franck Biancheri, mais aussi d'autres auteurs, appels à concrétiser durablement, politiquement et démocratiquement les changements que la chute du Mur de Berlin et celle du Rideau de Fer ont entraînés, et à se servir de ce terreau, de ces briques ou de ce ciment pour construire une Europe forte, indépendante, ouverte, qui affirme ses valeurs et ses convictions dans le processus politique et démocratique, concrétisant non seulement l'espoir et les attentes de ses citoyens, mais aussi ceux du monde.

Dès avant la chute du Mur de Berlin, Franck Biancheri appelait les Européens de l'Ouest à se préparer à la grande ouverture, car pour lui, qui, avec AEGEE, avait sillonné les routes européennes et donc franchi le Mur et le Rideau de Fer, il était impossible que ce Mur entre les deux Allemagne résiste sous la poussée des citoyens et de l'appel à la liberté qu'incarnait le projet européen (liberté de circulation, liberté d'établissement, liberté de marché...). Se préparer à la réunification de l'Allemagne avait d'ailleurs fait l'objet d'un point clé du programme IDE (Initiative pour une Démocratie européenne) pour les élections européennes de Juin 1989.

Dès le lendemain de la chute du Mur de Berlin, Franck Biancheri posait la question « *Quels résultats imprévus et peut-être gênants pour la communauté Européenne recèle cette soudaine décision ?* ». Et dans son article paru le 10 novembre 1989 « *Sur qui vont tomber les briques du Mur de Berlin ? Ou propositions pour une politique européenne commune* », il trace les défis et les outils à mettre en place. Car même dans l'euphorie du moment il s'attachait à anticiper les différents scénarios qui se présentaient alors à l'Europe pour les 20 à 30 ans à venir.

C'est d'ailleurs cette analyse qui l'a conduit dans l'organisation des séminaires NICE, (Network Information Central and Eastern Europe) - avec ses premières conférences sur l'éducation, mais surtout des forums d'échanges entre Européens de l'Ouest et de l'Est sur la Communauté européenne citoyenne - au lancement du projet Europe2020 dans les années 1990, et qui l'a poussé sur les routes européennes à la suite de son livre *Vision Europe 2020* (1er marathon pour la démocratie).

Force est de constater qu'en l'absence de vision politique et notamment en l'absence d'outils démocratiques pour porter cette vision politique, l'Europe s'enferme à nouveau dans des murs. L'ex Europe de l'Est parce qu'elle n'a pas encore digéré son passé douloureux sous le joug de l'URSS et recherche, comme elle l'a vécu jadis, la protection des murs. L'Europe de l'Ouest, parce qu'elle a, sans se l'avouer, « *mal vécue* » toutes les nouvelles ouvertures du fait l'absence de préparation, d'anticipation et de vision de la classe politique européenne, comme les élargissements ou l'Euro, voit ses prérogatives se dissoudre peu à peu alors qu'elle n'a toujours pas réalisé le contrepoids démocratique transeuropéen, d'où la montée des extrémismes, des souverainismes, et des atteintes aux règles communautaires comme la liberté de circulation des individus..., et des Etats qui se recroquevillent sur eux-mêmes, alors que nous sommes dans une période où cet exercice est tout à fait illusoire, énergivore, et dispendieux.

Le dernier Mur qui restait à faire sauter et que Franck Biancheri appelait de tout son cœur pour permettre à l'Europe de suivre enfin son propre destin, était celui du Dollar, une ouverture au monde, et notamment aux BRICS.

Mais l'Europe, sans leadership politique qui lui soit spécifiquement dédié, sous la seule pression exercée par ses Etats-membres, elle aussi se resserre, et s'apprête à dresser de nouveaux murs. Ils 'appellent Ukraine/Russie, OTAN, Schengen, CETA et TTIP (car même les marchés libres sont *in fine* des enceintes de protectionnisme dont on se dote de façon inéluctable), ce sont aussi le mur des générations et la tour d'ivoire de Bruxelles.

Nous espérons que les textes ci-dessous vous en apporteront un aperçu et contribueront à la réflexion et aux travaux de cette rencontre.

Bonne lecture.

*Marianne Ranke-Cormier, 26/10/2014*

<b>AUTOUR DU MUR:</b> .....	<b>4</b>
Sur qui vont tomber les briques du Mur de Berlin ? Ou propositions pour une politique européenne commune - Franck Biancheri (10 novembre 1989) .....	4
1989-2014: From one wall to another - Marie-Hélène Caillol, (October 5 <sup>th</sup> 2014) .....	11
“You Can Feel the Lack Of a Big Project” Abstract AEGEE interview - Franck Biancheri (May 1990).....	14
The Fall of the Berlin Wall - A German Perspective - Christel Hahn (October 8 <sup>th</sup> 2014).....	16
L’Europe centrale : ligne de front et trait d’union de l’élargissement (extraits) - Franck Biancheri (13 mai 2003) .....	18
The Enemy Within - Francesca Montemaggi for Newropeans-Magazine (December 17 <sup>th</sup> 2003) .....	20
The Newropeans Manifesto - abstracts (June 7 <sup>th</sup> , 2006).....	22
La globalisation... et les murs - Masha Loyak (19 octobre 2006) .....	23
Eine multipolare Welt – Newropeans Magazine - Ralf Pichler November 26 <sup>th</sup> 2010.....	24
Georgia crisis: The End of the Americanist illusion! - Franck Biancheri (August 28 <sup>th</sup> 2008) .....	25
Lifting the wall – abstract Newropeans Magazine - Risto Karajkov (November 12 <sup>th</sup> 2009 ) .....	28
Ukraine and the “Americanization of the European Project”: Towards a New Iron Curtain To Fall on the EU? - Public announcement GEAB N°83 (March 16, 2014).....	29
Demain, la chute du mur du Dollar - Bruno Paul (Juillet 2014).....	32
Ukraine : Une autre brique du mur de Berlin vient de retomber sur l’Europe – Marianne Ranke-Cormier (24 janvier 2014).....	34
Migration needs Guidance, not Walls – Newropeans-Magazine - Walter R Hunziker (October 6 <sup>th</sup> 2006) .....	37
NON à tout élargissement d’Euroland tant que l’union politique n’est pas réalisée ! - Harald Greib (7 mai 2014) .....	40
A Dutch excursion with Mikhail Gorbachev's spokesman (5).....	42
Fin 2012 - Le néo-protectionnisme s’impose comme le nouveau paradigme du commerce mondial - GEAB N°57 (15 septembre 2011).....	44
World crisis - The Path to the World Afterwards - Franck Biancheri (2010) .....	47
<b>D’AUTRES MURS ....</b> .....	<b>48</b>
Israël/Etats-Unis : échanger un Mur inefficace contre la fin d’une guerre inutile - Franck Biancheri (10 octobre 2004 ) .....	48
Upon whom will the ashes of Baghdad fall down ? ... The three post-war scenarios regarding EU-US relations - Franck Biancheri Archives.....	50
Banlieues françaises - il est temps de faire tomber le « Mur de Paris » - Franck Biancheri (Novembre 2005) .....	56
Fast-forward to the Past : Did you say ‘Free World’ ? - Franck Biancheri (March 24 <sup>th</sup> 2004 ).....	59
Le pouvoir européen reste très 60s/70s - Franck Biancheri (Février 2004 ).....	60
The Atlantic Rim : the future of Transatlantic relations – Franck Biancheri (March 9 <sup>th</sup> 2004 ) .....	61
The EU needs a democratic reshuffling of its institutions' geography... Franck Biancheri (June 11 <sup>th</sup> 2006) .....	63
Pourquoi nous avons besoin du Oui, pour pouvoir démocratiser l’UE (12 avril 2005 ).....	66
Occupy the future, may 2012.....	68
VISION 2020 : Réinventer l’Europe 2005-2020 .....	69

# AUTOUR DU MUR:

## Sur qui vont tomber les briques du Mur de Berlin ? Ou propositions pour une politique européenne commune - Franck Biancheri (10 novembre 1989)

*10 novembre 1989 - Ca y est! Le mur de Berlin est enfin tombé!*

**C'est un événement historique pour l'Europe.**

Mais, comme tout événement historique très symbolique, il brille d'un éclat aveuglant et cache à l'origine ses multiples conséquences possibles. Aussi peut-on se demander où vont tomber les briques du mur de Berlin? Quels résultats imprévus et peut-être gênants pour la communauté Européenne recèle cette soudaine décision.

L'une des premières retombées est que la Communauté Européenne vient d'accueillir un treizième membre, la R.D.A. La libre circulation des citoyens de R.D.A. vers la R.F.A. qui leur accorde automatiquement le statut de citoyen ouest-allemand fait de chaque Allemand de l'Est un citoyen potentiel, s'il le veut, de la communauté Européenne.

En dehors de toute considération sur le caractère souhaitable ou pas (indubitable pour les Allemands de l'Est) de cette décision, elle fait éclater aux yeux de l'opinion publique de la Communauté une vérité scandaleuse. L'arrivée de seize millions d'Allemands de l'Est dans la communauté s'est faite en quelques minutes par la décision d'un gouvernement qui n'en est pas membre. Personne n'a été consulté: ni les gouvernants de la communauté, ni les citoyens. Et pourtant, c'est fait.

Les douze, y compris la R.F.A. se trouvent donc face à un grave problème qui illustre de manière exemplaire l'incapacité de nos gouvernants actuels à analyser et anticiper les évolutions à l'Est de l'Europe. Et ce n'est que le début de ces bouleversements.

Nos politiques concernant les Européens de l'Est avaient l'inconsistance qui correspondait aux chances inexistantes de voir ces derniers libres de leurs mouvements un jour prochain. Leur liberté signifie la fin du système politique communiste et implique donc l'extrême urgence de définir et mettre en œuvre une politique responsable concernant les relations avec eux. Ce terme de "politique européenne de la Communauté" désigne donc un ensemble organisé d'objectifs, de stratégies et de moyens dont la Communauté Européenne devrait se doter dans ses relations avec les pays européens non communautaires. Il s'agit ici de montrer pour quelles raisons précises la communauté a un besoin urgent de définir une telle politique et surtout imaginer clairement comment elle pourrait la construire et la mettre en œuvre.

**On peut reconnaître six raisons majeures qui déterminent l'urgence d'une telle politique:**

1. De nouvelles adhésions sont ou vont être demandées, qui posent des problèmes beaucoup plus complexes que les précédentes car elles engageront la Communauté sur des voies d'avenir différentes selon les réponses données (ainsi concernant l'adhésion de la Turquie, de pays du pourtour méditerranéen, de l'Autriche concernant le problème de la neutralité et d'une éventuelle défense commune, de la Hongrie concernant l'extension de la Communauté vers l'Est,..). Il faut donc dès maintenant songer aux réponses à y apporter et à fonder ces réponses sur des critères dotés d'une

large légitimité au sein de la population de la Communauté et s'appuyant sur les principes dont s'inspire la Communauté. Ces exigences ressortent d'une simple efficacité politique en démocratie et du respect dû aux peuples qui demanderont leur adhésion.

2. L'achèvement du Grand Marché Intérieur va demander une forte mobilisation des énergies dans la Communauté dans les années à venir. Il faut donc essayer de préparer, voire planifier les relations avec les partenaires européens hors Communauté pour éviter qu'une évolution trop erratique de ces mêmes relations (par exemple, des demandes d'adhésion trop pressantes à un moment inopportun) n'handicape la réussite des objectifs d'intégration.
3. L'éclatement du bloc soviétique et la remise en cause de la division en deux de l'Europe obligent la Communauté à définir des objectifs et des priorités claires dans ses relations avec les pays européens de l'Est. Le cas de la toute nouvelle liberté de circulation entre les deux Allemagne le montre bien. Tant que rien ne changeait, le problème pouvait être éludé. Mais plus maintenant !
4. L'accélération de l'intégration communautaire va rendre le destin de chacun de nos douze peuples encore plus lié avec celui des onze autres. Cela ne manquera pas de susciter des interrogations légitimes pour les peuples de la Communauté qui se trouvent à ses frontières, surtout s'ils sont limitrophes d'autres peuples qui pourraient vouloir demander leur adhésion. La Communauté doit pouvoir répondre rapidement à leurs espoirs ou à leurs craintes en la matière. Elle doit pouvoir leur donner des indications claires sur ses développements éventuels.
5. L'accélération de l'intégration communautaire va accroître considérablement le poids de la Communauté en Europe. Nous sentons déjà les responsabilités peser sur nos épaules et nous savons, honteux, que nous ne nous y sommes pas préparés. Il serait irresponsable de ne pas doter d'une politique européenne cohérente et explicite cette entité qui va devenir le géant de l'Europe.
6. Toutes ces évolutions condamnent inéluctablement la Communauté Européenne à définir des objectifs et des priorités dans ses relations avec ses voisins européens. Mais il est essentiel, pour respecter les idéaux démocratiques qui inspirent la construction européenne que cette politique européenne de la Communauté fasse l'objet d'un vaste débat public dans chacun de nos douze Etats car de la politique choisie dépendra le destin de la Communauté.

**Certaines des causes ainsi évoquées définissent aussi une partie des objectifs qu'une politique européenne de la Communauté pourrait se voir assigner.** Il est possible d'en discerner quatre dont trois tiennent à cette politique proprement dite; et un dernier qui ressort de la nature encore inachevée, toujours en construction, de la Communauté et de ses fondements démocratiques:

1. Aider à la stabilité du continent européen en promouvant, par l'exemple vivant de sa construction et de son développement, les valeurs de démocratie, de liberté, de tolérance et de solidarité sur lesquelles se fonde la communauté.
2. Maîtriser le développement géographique de la Communauté en en définissant clairement les critères et les modalités.
3. Fixer le cadre des relations avec les autres pays européens et apaiser ainsi leurs inquiétudes concernant 1993 et ses développements.
4. Permettre aux citoyens de la Communauté de mieux comprendre sa nature et son évolution en expliquant et illustrant la notion à l'intérêt et d'identité communautaires par les cas concrets et facilement compréhensibles que sont les relations avec les

autres pays européens. Cet objectif vise en fait à rendre possible la mise en œuvre des trois autres. Il tient à la quasi absence de démocratie à l'échelon communautaire et à l'état encore embryonnaire de la conscience européenne dans la population.

**Cette politique, qui suscitera facilement des débats d'opinion dans chaque Etat-membre, doit agir aussi comme une pédagogie communautaire.** C'est d'abord dans ses rapports à sa famille qu'une personnalité d'enfant se construit. C'est une expérience analogue que vont vivre les citoyens de la communauté en définissant leurs relations aux autres Européens.

De ces deux "types" d'objectifs devrait découler naturellement une double stratégie, puisqu'il s'agit non seulement de mettre en œuvre cette politique mais aussi d'en construire parallèlement la légitimité démocratique.

Ce qui veut dire, étant donné l'absence actuelle de débat public européen dans le domaine des politiques communes, inventer des stratégies démocratiques permettant l'existence d'un tel débat. C'est là que l'on voit le caractère essentiel du quatrième objectif.

La nécessité de ce vaste débat public est impérative car une telle politique a besoin d'un large soutien populaire: pour son efficacité externe et pour s'assurer qu'elle répond bien aux aspirations profondes d'une large majorité de citoyens de la Communauté.

**Face à de tels enjeux, ce sont les peuples qui doivent s'exprimer sur leur identité.** Et leur langue n'est pas de celles que peuvent parler les administrations, les entreprises ou les gouvernements.

Il faut, bien sûr, déterminer, plus classiquement, une stratégie de mise en œuvre de cette politique européenne de la Communauté, sans oublier qu'en ce domaine, la parole et le discours, s'ils sont honnêtes, sont en soi des outils efficaces... surtout quand ils surgissent après des décennies de silence gêné.

**Les outils qui manquent actuellement pour pouvoir mettre en œuvre cette politique européenne, peuvent ainsi se résumer à cinq:**

1. Un vaste débat et une prise de conscience publique pour permettre aux hommes politiques de connaître les attentes réelles des citoyens européens dans ce domaine. (Pour savoir quoi faire)
2. Les critères et outils juridiques et politiques permettant de donner vie à des situations intermédiaires variées entre adhésion et non adhésion. (Pour savoir comment faire)
3. Un organe communautaire pouvant décider (au moins de manière autonome dans un premier temps) et agir avec les compétences afférentes. (Pour pouvoir faire)
4. Une volonté politique clairement exprimée au niveau du Sommet Européen et de la Commission. (Pour vouloir faire)
5. Un calendrier indicatif incarnant les mots et les concepts dans une réalité compréhensible par tous. (Pour se faire comprendre)

En fonction de ces besoins instrumentaux, il est possible de concevoir des méthodes pour les satisfaire.

◆ **Informar les populations et expliquer aux citoyens de la Communauté la nécessité d'une politique européenne de la Communauté et ses objectifs possibles.**

L'action doit être menée par la Communauté. Elle doit être ciblée sur les médias et les leaders d'opinion dans chaque Etat. Ce sont en effet les seuls qui peuvent rapidement sensibiliser les

populations à ce problème. On en a actuellement un exemple flagrant avec l'évolution de la situation en Allemagne de L'Est. L'actualité sera porteuse de ce genre de débats dans les années à l'avenir. Alors il faut en profiter.

L'information devrait porter sur l'urgence et la nécessité d'une telle politique. L'argumentation pourrait s'appuyer sur trois raisons majeures:

- l'immobilisme communautaire face aux évolutions à L'Est peut entraîner l'éclatement de la Communauté si certains se détachent des autres par une politique trop en pointe ou au contraire par une, politique trop en retrait, du fait de l'absence de politique cadre commune. Du renforcement de cette cohésion communautaire naîtrait de plus en plus grande capacité de la Communauté à résister à d'éventuelles tempêtes venues de l'Est si la politique de M. GORBATCHEV dérape ;

- le danger que représente le "syndrome danois", c'est-à-dire les identités en équilibre instable des peuples frontaliers tels que Danois, Allemands ou Grecs. Ces peuples ont un besoin vital de savoir comment va se développer la Communauté.

Ainsi, les Danois se sentent peu concernés par la construction communautaire car leur identité se trouve à mi-chemin entre la Communauté et la Scandinavie. Et tant que la position communautaire vis-à-vis des autres peuples scandinaves ne sera pas clairement énoncée (les accueillera-t-on un jour ? quand ? comment ?), ils ne sauront quoi faire avec la construction communautaire: la soutenir ou la bloquer ?

Ainsi, les Allemands de l'Ouest, cas extrême, se demandent de plus en plus ouvertement comment ils vont pouvoir concilier leur aspiration à être un peuple uni avec leur volonté d'être membre d'une Communauté Européenne unie.

Tant que la Communauté ne leur aura pas dit sans ambiguïté si oui ou non elle conçoit d'intégrer des peuples d'Europe de L'Est dans les vingt années à venir, alors ils verront leur volonté être en opposition avec leur aspiration, n'apporteront qu'un soutien mitigé à la construction européenne et seront tentés de chercher des solutions par eux-mêmes. C'est à la Communauté d'apporter la solution politique qui démontre qu'il n'y a pas un problème allemand, mais deux problèmes différents : celui des Allemands et celui des Allemands... celui qui se résout entre les deux Allemagne seules par la réunification et celui qui se résout ensemble à douze par une intégration européenne accrue destinée à s'étendre aux peuples européens de l'Est qui le souhaiteront dans L'avenir.

Ainsi, les Grecs, pour des raisons historiques, démographiques et culturelles, s'inquiètent d'une entrée éventuelle de la Turquie dans la Communauté. Eux aussi ont besoin et ont le droit de savoir quelle voie choisira la Communauté.

Ce n'est pas un hasard si ces peuples ont en commun d'avoir une faible motivation pro-européenne (depuis toujours pour les Danois et les Grecs, récemment pour les Allemands car l'évolution historique à l'Est ravive leur besoin d'une identité stable).

**La Communauté est un avenir à construire.** C'est ce qu'il faut expliquer et prouver en même temps par ce débat public. Laisser les craintes et les espoirs des peuples s'exprimer pour qu'il soit possible de leur répondre. Et leur laisser le droit d'être plus ou moins motivés par l'Europe communautaire selon la réponse qui leur sera donnée ; le scandale répété que constitue l'incapacité de la Communauté à répondre clairement et rapidement aux peuples qui demandent l'adhésion parce que personne n'a su définir de critères simples, parce que personne n'a voulu imaginer des solutions intermédiaires aux "oui...vous êtes nous!", "non...vous êtes un étranger!" de l'adhésion ou du refus.

Nous sommes comme un club privé dont personne ne connaît les règles de cooptation, pas même les fondateurs.

◆ **Faire que le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté déclare solennellement, et le plus vite possible, quelle est la ligne directrice de la Communauté concernant ses relations avec ses voisins européens à l'échelle d'une vingtaine d'années.**

Cette déclaration n'a nul besoin d'être très précise. Elle a vocation à répondre de manière générale aux craintes et espoirs internes et externes en la matière.

Un communiqué commun du type suivant : "Dans les vingt années à venir, la Communauté Européenne a vocation à accueillir en son sein tout peuple européen qui le souhaite et qui respecte et pratique les valeurs de démocratie, de liberté et de tolérance sur lesquelles se fonde la Communauté", aurait, par exemple, deux conséquences majeures:

- supprimer presque instantanément les inquiétudes danoises ou allemandes quand à l'éventuelle incompatibilité entre l'intégration communautaire et leur légitime souhait de préservation de leur identité, tout en inscrivant l'action dans la durée. Cela pourrait même s'avérer être la seule solution politique pour obtenir du gouvernement ouest-allemand que le cas des Allemands de l'Est soit soumis aux règles générales d'adhésion, c'est-à-dire la suppression de l'obtention automatique de la citoyenneté de la R.F.A. ;
- offrir aux peuples européens qui déjà souhaitent une telle intégration, la garantie qu'ils peuvent imaginer leur avenir dans cette direction sans craindre a priori de s'engager dans une impasse. Vingt ans, c'est le temps d'une génération. Et c'est aujourd'hui que s'amorcent dans les esprits des individus les rêves qui seront demain les projets d'un peuple. Si la Communauté veut avoir rendez-vous vers 2010 avec ces peuples, elle doit toucher l'imaginaire de leurs enfants aujourd'hui.

A l'Est de L'Europe, les peuples entament avec inquiétude leur recherche d'un avenir souhaitable. Leur dire cela, c'est leur affirmer qu'ils ont raison de le faire et baliser cette recherche dans le cadre de la démocratie.

◆ **Réunir une conférence gouvernementale dotant l'institution communautaire de compétences réelles dans la définition et la mise en œuvre de certes politique vis-à-vis des autres pays européens.**

Cela comprend dans un premier temps le renforcement et l'élargissement des compétences du Commissaire Européen aux Relations Extérieures concernant la zone Europe (voire la création d'un Commissariat spécifique) accompagné d'un pouvoir accru du Parlement Européen notamment pour la définition de cette politique avec le vote d'une loi-cadre.

Il est nécessaire aussi de mettre en place la coordination par la Commission Européenne de toutes les politiques nationales en ce domaine, et pas seulement de l'aide économique. Etant donné L'urgence de la situation, il serait souhaitable que de telles mesures soient prises à L'occasion du prochain renouvellement de la commission.

Faire L'Europe monétaire rapidement est souhaitable et nécessaire, mais la Communauté peut en maîtriser facilement le calendrier. Alors que dans le cas des relations avec l'Europe de l'Est, c'est L'histoire qui impose ses dates... et on ne peut pas être en retard à ses rendez-vous!

◆ **Créer un groupe de réflexion composé d'hommes politiques et d'intellectuels pour définir avant la fin 1990 de nouvelles modalités d'association, variées dans leur nature et ne conduisant pas automatiquement à l'adhésion pour doter la politique**

**européenne de la Communauté d'instruments souples qui lui manquent maintenant.**

Ce travail pourrait être enrichi considérablement par une participation du Conseil de l'Europe à la réflexion. Ce dernier ne peut en effet manquer de jouer un rôle majeur dans cette stratégie communautaire.

◆ **Demander au Parlement Européen de produire d'ici le 10 Janvier 1991 un projet définissant les critères qui commanderont l'acceptation ou le refus d'une adhésion.**

Cet élément est, en fait, la clé de voûte de tout l'édifice envisagé précédemment. Sans lui rien ne peut être réalisé.

Au-delà des définitions géographiques, culturelles, religieuses, raciales,... qui sont toutes soit insuffisantes, soit inacceptables, il pourrait être envisageable de voir la Communauté se doter de ce qui est en fait une identité en l'ancrant dans ses principes fondamentaux de démocratie.

En l'occurrence, et plus que la condition de devoir être une démocratie pour rejoindre la Communauté qui est notoirement insuffisante (sinon pourquoi pas l'Australie ?) il s'agit de fonder l'adhésion à la Communauté sur la même démarche qui a conduit chaque peuple fondateur à la construire : le souhait majoritaire de se joindre aux autres et le souhait des autres de l'accueillir pour bâtir l'avenir ensemble. On peut appeler ce processus « la double condition démocratique ». C'est-à-dire, qu'au-delà de l'existence de la démocratie dans le pays demandeur, deux conditions doivent être remplies:

- dans l'Etat demandeur, une majorité (qui pourrait être qualifiée) de la population s'exprime en faveur de l'adhésion lors d'un référendum spécifique.
- dans la Communauté, une majorité (éventuellement qualifiée) de la population vote en faveur de cette même adhésion dans le cadre d'un référendum spécifique.

◆ **Elaborer, en 1992, un calendrier indicatif définissant les périodes lors desquelles la Communauté souhaite traiter les nouvelles demandes d'adhésion.**

Cela permet d'illustrer et de communiquer simplement la volonté de la Communauté en la matière.

Ainsi, la définition de relations claires, prévues et prévisibles de la Communauté avec ses voisins européens est au cœur d'un ensemble d'interrogations fondamentales sur le devenir et l'essence de la Communauté.

- Pour savoir reconnaître son frère, son cousin ou un ami proche, il faut d'abord savoir qui l'on est.
- Pour établir des relations fructueuses et stables avec chacun d'eux, il est essentiel de savoir d'abord ce que l'on veut être et comment on veut le devenir.

Ce sont des questions analogues qui n'ont pas encore reçu de réponses en ce qui concerne la Communauté et c'est pour cela que les actuelles évolutions en Europe de l'Est semblent paralyser la réflexion et l'action communes.

Et c'est de cette paralysie de l'imagination que naissent les tentatives nationales de répondre aux problèmes ou aux opportunités: toutes improvisées, toutes faisant référence à des traditions nationales issues du début du siècle, toutes incapables d'imaginer un autre état de l'Europe que celui des quarante dernières années, toutes susceptibles d'entraîner la Communauté dans des situations délicates voire dangereuses.

Avec les bouleversements en Pologne, en Hongrie, en Allemagne de l'Est, en U.R.S.S., tout le monde comprend que l'histoire reprend son cours sur l'ensemble du continent européen.

Pourtant peu de citoyens de la Communauté ont conscience que depuis trente deux ans, l'histoire était au travail à l'Ouest de l'Europe où s'inventait un modèle politique d'un type nouveau, la Communauté: *nouveau* car ni une Union (sur le modèle de l'ex URSS), ni une Fédération; *nouveau* car réalisé entre pays aux lourds antagonismes historiques; *nouveau* car s'inventant dans la paix au nom de principes démocratiques. Et de cette absence de conscience concernant la Communauté, naît cette étrange conception, entretenue par les Etats et les classes politiques, qu'elle peut se réaliser et s'ancrer dans l'histoire simplement par une volonté d'Etats et d'entreprises, par des impératifs économiques, sans un soutien actif des peuples qui la composent.

Pourtant tout le monde dit et redit que la réussite des évolutions dans les pays européens de l'Est dépendra avant tout d'un fait : un soutien actif aux réformes de la part des populations de chaque pays, tout le monde le clame: les changements historiques, s'ils ne sont mis en œuvre que par le haut, n'ont aucune chance de durer et donc de réussir.

Mais que l'on regarde la Communauté: ce sont les Etats qui la font depuis 30 ans, un peu les multinationales, mais pas les peuples.

Souvenons nous de l'abstentionnisme record aux dernières élections européennes. Sans ce soutien actif des citoyens, la Communauté Européenne est condamnée à rester une zone incertaine, peut-être économique...et encore!

Et les actuelles évolutions à l'Est, l'intérêt purement économique porté à la Communauté par l'A.E.L.E., risquent de figer l'intégration si aucune politique cohérente et volontariste n'est définie et mise en œuvre rapidement.

**Les obstacles sont énormes et les problèmes complexes** certes, mais ils demandent pour les résoudre trois qualités essentielles chez ceux qui nous gouvernent: imagination, volonté et confiance. Quand, en démocratie, les situations politiques extérieures deviennent imprévisibles, ce sont ces trois qualités qui peuvent aider à les rendre plus stables.

- De la confiance dans la démocratie résulte l'intention de chercher les réponses dans les aspirations des peuples et donc d'y découvrir les orientations à suivre.
- De l'imagination naît le projet politique qui donne une grille d'analyse des événements et donc la définition des stratégies et des méthodes à adopter.
- De la volonté découle la capacité à mettre en œuvre la politique choisie malgré les obstacles.

Le destin de l'Europe est en train d'échapper aux deux "Grands" et il va venir frapper à la porte des Européens.

Définir et mettre en œuvre cette politique européenne commune, c'est éclairer brillamment les abords de la Communauté et aider ainsi le destin à en trouver la porte. Sinon il risque de s'égarer et d'entrer dans le décor factice et passéiste la "*maison commune européenne*".

**Franck Biancheri**

(Proposition pour une politique commune européenne - 10 novembre 1989)

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/10287/299/lang,english/>

## 1989-2014: From one wall to another - Marie-Hélène Caillol, (October 5<sup>th</sup> 2014)

*25th anniversary of the fall of the Berlin Wall: in 25 years Europe, that was born in 1989 failed to grow up, get out of his lab, transform this opportunity of independence, assume its responsibilities, stand resolutely in the world. We have a very sad way to celebrate one of the few positive events which history has bestowed on us: we are rebuilding this Wall. The first stones of the new Wall have already been set. There is no time to waste to remove them and pour the asphalt of the roads of an open future.*



This year we celebrate the 25th anniversary of the fall of the Berlin Wall. But we have a very sad way to celebrate one of the few positive events which history has bestowed on us: we are rebuilding this Wall.

Sinking into cynicism, one might wonder if 25 years have not only been a stage of the Cold War, whose purpose was to believe in a truce to retake the

territories from the Enemy.

The reality is more common without doubt: in 25 years that Europe that was born in 1989 failed to grow up, get out of his lab, transform this opportunity of independence, assume its responsibilities, stand resolutely in the world .

For that, one should have gone to the very end with the liberating act and stop all these tools of the Cold War (NATO, US political domination, etc ...) that were meaningful only in the previous configuration and are now trying to recreate the circumstances justifying the extension beyond all reason for their existence.

It is true that Europe was well protected by its Eastern Wall and Western umbrella. And this vast multi-polar world that is emerging on the horizon is frightening. So the temptation is strong for some to return to the good old days of the cocoon of the beginning of the adventure ... and the benefit to others particularly obvious.

But the reverse gear is not part of the options of history, how much those, who populate the European political circles these days, enjoy the nostalgia of their youth. And the reconstruction of the Wall poses a mortal danger to Europe and the world.

This Europe that emerged from the rubble of the Berlin Wall had the characteristic of being led by three European powers: England, who was not part of the founding group and has acted almost exclusively as a sock puppet of the United States and obstruct the emergence of a true continental power; Germany, politically paralyzed by guilt thoroughly maintained by the Western camp gathered around this great humanitarian cause; and France, neutralized by its concern to be "modern" throwing to the winds all principles of continental independence of Gaullist legacy in favor of a militant Anglophilia that culminated with the Sarkozy era.

This disastrous combination resulted in an impressive series of failures in the management of the continent, the most iconic is the abandonment of the project of political union, cause of all

the other failures: failed Neighbourhood Policy (of which Ukraine of course is the most clear example) failed enlargement (20% participation in the European elections in the Czech Republic in 2014), failed way out of NATO (and of course failed replacement by a European defense), failed adaptation of the institutional system to the post-Maastricht realities (failure of the proposed governance reform in 2001), failed connection to the dynamics of the future related to the BRICS (when will there be a Euro-BRICS summit?), failed democratization of Europe, etc ... the list is unfortunately way too long.

The "good" news (it's sad to say ... when you're French or German or English), is that in this year 2014, it is clear that these three powers are de facto going out: the departure of the United Kingdom, the marginalization of France and the isolation of Germany are the concomitants of the first half of 2014.

The departure of the UK, although not yet established in the history books, however, is already a reality: Britain is only trying to bother Europe (as in the Juncker's nomination) out of old habit, reflexively, but she already has her eyes turned to other masters (especially China, which already uses the City as offshore platform in its Yuan transactions) that do not require her, for now, to sabotage the continent's efforts to organize itself sovereignly.

The marginalization of France is the result of 25% for Marine Le Pen. And of course the isolation resulting from all this for Germany, which as economically powerful as it is, can not afford to govern Europe alone without exacerbating anti-European and anti-German feelings in the same movement.

Faced with this collapse of all European policy capacity for action, parallel to an explosion of distrust vis-à-vis a Brussels administration beyond European control, the rest of Europe is faced with a dilemma: let go, surrender to American political and military tutelage and its attendant lobbies, abdicate all ambition to self-determination, return to domestic small business and leave the "big" (China and the United States now) run our business ... until they make war ... on our territory no doubt. Or find in all this display of failures the creative energy for a re-start.

### **The optimism of the will requires us to anticipate two forms re-start.**

On the one hand, the mobilization of Small and Medium-size European countries. These countries, which have for too long let the "big" rule all-alone, discover now that their interests are not protected by the former. For many years, these countries have been especially busy complaining about the English Euroscepticism, that helped to justify their own reservations against further integration, about the economic domination of Germany, which allowed them to cheaply sell their treasury bills, and about the French anti-Americanism which actually reassured their own protectionist sentiments. Now they no longer have to complain about the interference of these countries; on the contrary ... They even see themselves forced to play their full part in the European concert.

Thus we hear the Czech Republic and Slovakia to express loudly their refusal to see American military forces to settle on their territory (because France did not say anything), Austria and Bulgaria rebel against American pressure to divert the South Stream pipeline (because Germany did not say anything), the Netherlands abandon on the run their atavistic English ally in the Juncker affaire (because England is disconnected) ... in short, the European Small and Medium-size (SMC) countries take their destiny in their own hands, they do it as Europeans, they now add their voices significantly to the orientation of the common European destiny. And in doing so, Europe comes again to life!

On the other hand we have the mobilization of European citizens. The Europe of Nations, even reinforced by the SMC, will never be a democratic Europe alone, will never be a Europe of the peoples. And if the loss of influence of the three large countries (UK, DE, FR) can be compensated by the SMC, the lack of legitimacy of the European institutions can only be resolved by a common re-start of the citizens of Europe.

The time is ripe for this awareness, the understanding of the problems, and the invention of solutions. But the first stones of the new Wall have already been put. There is no time to waste to remove them and pour the asphalt of the roads of an open future.

**Marie-Hélène Caillol**

Leap/E2020 ([www.leap2020.net](http://www.leap2020.net))

[http://www.newropeans-magazine.info/Europe-1989-2014-From-one-wall-to-the-other\\_a162.html](http://www.newropeans-magazine.info/Europe-1989-2014-From-one-wall-to-the-other_a162.html)

Français: **1989-2014 : D'un mur à l'autre**

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/10287/299/lang,english/>

## **“You Can Feel the Lack Of a Big Project” Abstract AEGEE interview - Franck Biancheri (May 1990)**

.../...

*Q: At this moment, after the Revolutions in Eastern Europe, the falling of the Berlin wall, and so on, we are entering a period of incertitude with regard to the future of Europe. From your particular position as President of IDE and member of Prometheus, how do you see this development, and which are the main challenges that Europe has to face?*

A: Well, the challenges are quite simple. We have as European Community two or three years at the most, to prove that the best way to organize Europe to go to the European unity is the Community process, which is not just a wall falling down and that is the fact that Europe is now a big field, where one, two or three political projects are going to compete to be the one that is going to define how to organize the Europe of the future. One is Common House which is of the big interest for the Soviets, which means it should be less interesting for the others; the second one is the Confederation, the usual tendency of national states to control the process; the third one, is the Community process. This one is the only one which, first, has a historical background, it has proved is workable for 32 years, secondly, is the only one which tries to build a new political model which goes through integration and common management of decision-taking on most of the important topics society has to deal with, and finally, is the only one which seems to be able to get this united Europe one day if we want to not to have a Europe controlled by the big ones, or as it is now, a Europe split in small states, but a Europe able to compete with the rest of the world. The result, will depend on the capacity of the European Community – the twelve member states, the Commission and the Parliament – to just understand that they are involved in struggle, and they have to become a political project and sell themselves throughout the Community, inside and outside, in the East and the West, as a project that is the only one that can build the Europe of tomorrow made in peace and in the respect among all partners in Europe. And this is the challenge for the next years, since I think anything to do with economy will happen anyhow.

*Q: Do you participate also in this feeling that the German reunification can weaken politically the European process?*

A: I think, it could definitely weaken it, but not necessarily. It depends on the way things are handled; and it is obvious that in the last months it has been badly done by the German government and the other eleven Community governments. The first one, was too much willing to go fast, too much sure that the others were going to prevent it; and the second ones, who are obviously frightened without reason and showing it. This has brought about a strong misunderstanding between the Germans and their eleven partners during the first months. There, the dangers are these mistrusts because the Community process needs trusts. If in the next months the twelve are not able to clarify that it can be a big Germany inside Europe provided the whole thing is done within and along the Europeans process, there is no danger at all; on the contrary, because that can secure the Germans that this Community won't be something that will split them into parts as it has been for years. In this sense I don't think any of the two processes excludes the others. But the real problem is the other Eastern European countries. Are we going to be able to explain them why the Community process is the best way to integrate them and unify Europe? If we are not able to do so, we open the doors to the Common House but this house will be full of nationalism and independentism and all the diseases that always broke Europe into parts.

*Interview by Ana Blanca Gallo for AEGEE May 1990*

(republished by <http://www.aegeegoldentimes.eu/franck-biancheri-1990/>

pdf : <http://www.aegeegoldentimes.eu/wp-content/uploads/2013/08/Scope2-Biancheri.pdf?eb2dbb>)

## The Fall of the Berlin Wall - A German Perspective - Christel Hahn (October 8<sup>th</sup> 2014)



This year, on November 9, we commemorate the 25th anniversary of the fall of the Berlin wall. The Berlin wall stands for the wall that during the Cold War divided Europe into a western and an eastern hemisphere. This wall, that was planned nearly 70 years ago in Yalta in February 1945, was first devised 110 years ago by the British geostrategist Halford J. Mackinder<sup>1</sup>. Mackinder saw the unification of the Eurasian continent, especially the association of Germany and Russia, as the biggest threat to the countries of the “insular crescent”.

Since Mackinder, the maxim of Anglo-Saxon geopolitics, which determined especially their actions during the first and second world war, has been to prevent such an unification of the Eurasian “heartland”. This has been demonstrated by the work of many researchers, who have scratched at the surface of what is being taught in history classes. The italo-american economist G.G. Preparata has shown<sup>2</sup>, that the economic construction of the treaty of Versailles, especially the non-cancellation of the German war debts and non-confiscation of the wealth of the German financial elites, incubated the taking of power through the Nazis, and how the cooperation of Montagu Norman and Hjalmar Schacht engineered the construction of the German war machine and how diplomatically and secretly Britain set up unleashing the devastating “Operation Barbarossa”.

So in 2014 we not only commemorate the 25th anniversary of the Berlin wall, but also the 76th anniversary of the Nazi Pogrom of 9.11.1938 and the 75th anniversary of the beginning of the Second World War.

By the two world wars, whose length and catastrophic dimensions were not created by fate, but by men, Europe has seen too many soldiers and civilians (especially Russian) losing their life, being wounded or being severely traumatized.<sup>3</sup> But the suffering did not stop in 1945. The wall, that was to divide Europe and that had been agreed upon by Churchill and Stalin in Yalta, caused immense suffering in the German population, who were being driven out of the land east of this wall (Oder-Neisse), estimates of casualties range from 2,1 million (allied numbers) to 6 million (Adenauer).<sup>4</sup>

In 1961 during the culmination of the cold war, out of weakness Ulbricht's GDR was forced to erect a physical wall to stabilize its western border. When it came down 25 years ago, for a short moment, there seemed to be the chance, that the citizens of the GDR (and of the other central European states) would be able to transform their societies.<sup>5</sup> But this was an illusion. Plans to transform the east-German economy, like those of Rohwedder<sup>6</sup>, who was murdered by terrorists, were abandoned and instead of “Blühende Landschaften”<sup>7</sup> we had to witness a share-holder-value style “transformation”.

Today we see that the same geopolitics and the same financial manipulations are going on since at least 110 years. The main difference today is, that we have now a multi-polar world emerging with a BRICS leadership, who focuses on containing the US and building a new economic world order. In Europe we have seen de Gaulle/Adenauer laying the foundations for

the European community, Mitterand/Kohl managing the re-unification of Europe and Chirac/Schröder building an Eurasian alliance with Putin, but this has also caused the transatlantist overtaking of European leadership.

So now we have a leadership that does not serve European interests, but we also have a new generation, that grew up with west/east, and especially German-Russian reconciliation, with the ERASMUS program and with the elimination of European borders and walls. In this situation we need to strengthen the existing Euro-BRICS network (which is the countermeasure to the old geopolitics) and develop scenarios for the transformation of Europe, so the next European leadership to come is supported by a strong European civil society.

*Christel Hahn*

[http://www.newropeans-magazine.info/The-Fall-of-the-Berlin-Wall-A-German-Perspective\\_a163.html](http://www.newropeans-magazine.info/The-Fall-of-the-Berlin-Wall-A-German-Perspective_a163.html)

## **L'Europe centrale : ligne de front et trait d'union de l'élargissement (extraits) - Franck Biancheri (13 mai 2003)**

### **Le « nouveau » citoyen européen (d'Est ou d'Ouest) ne se contente plus des grands discours sur l'Europe.**

Mais revenons sur les chemins de cette Europe centrale (cette semaine là les conférences ont lieu en Autriche, Hongrie, Slovénie et Serbie) qui illustre bien les paradoxes de l'élargissement en cours. Tout d'abord, tout le monde s'inquiète. Les uns, dans l'UE (et notamment les pays en première ligne comme l'Autriche) expriment la crainte de conséquences négatives sur l'emploi ou la sécurité. Ainsi ces quarante fermiers carinthiens à Villach, au cœur du fief politique de Georg Haider, qui se sentent asservis par une PAC sur laquelle ils n'ont aucune influence et qui perçoivent l'élargissement comme une nouvelle menace sur leurs revenus. Le paradoxe encore c'est qu'ils sont bien plus informés sur l'UE, son fonctionnement et ses politiques que la plupart de nos concitoyens. Qu'on ne s'y trompe pas, derrière les 40 chopes de bière posées sur les tables de la maison commune, les questions ou les remarques qui fusent sont précises. Les politiques ont intérêt à comprendre rapidement qu'avec l'Euro, l'élargissement et la future constitution leurs électeurs ne se satisferont plus très longtemps de généralités sur l'Europe ... ou bien ils iront voter Haider ou ses clones.

Dans les pays candidats, l'inquiétude se traduit surtout par de la résignation, illustrée par les forts taux d'abstention lors des référendums. Beaucoup se préparent à subir une nouvelle vague de changements brutaux comme ils en ont déjà connu depuis 1989. Ce qu'on constate donc, c'est que la question de l'élargissement ne sépare pas les états-membres d'un côté ; et les candidats de l'autre. Elle rassemble à travers les frontières d'une part ceux qui sont confiants (essentiellement les jeunes et les élites, notamment des grandes villes) ; et d'autre part, ceux qui sont inquiets ou pensent être perdants au jeu de l'élargissement (personnes âgées, paysans, ouvriers, milieux sociaux défavorisés). Car finalement, pour beaucoup l'interrogation tient au degré de préparation des uns et des autres. Partout le sentiment dominant est que tout cela va un peu trop vite. Ainsi le Dr. Magdolna Csath, universitaire et éditorialiste renommée en Hongrie, explique lors de la conférence à Zambek, superbe petit village à 30km de Budapest, devant un public de futurs enseignants catholiques, qu'elle a soutenu le « non » au référendum non pas parce qu'elle ne souhaite pas l'unification du continent ... mais parce qu'elle est persuadée qu'il aurait fallu préparer les choses encore 3 ou 4 années supplémentaires. Comme quoi, même dans le camp du « non », le désir d'Europe est présent partout en Europe centrale. L'inquiétude tient au coût du désir, à la vitesse de sa réalisation.

### **Serbie et UE : traversée d'une frontière qui est encore celle des années 80**

Pourtant il est une ville, où ce désir devient très fort. D'autant plus fort qu'il a été interdit pendant longtemps : Novi Sad. Invité par la région de Voïvodine, la plus riche de Serbie, à l'initiative de l'association « Jeunes Créatifs de Novi Sad », je découvre une réalité étrange, encore à mi-chemin entre l'Europe communiste d'avant 1989 et celle des années 2000. Leur rêve, alimenté par quelques discours politiques plus qu'optimistes, c'est d'intégrer l'UE d'ici 2010. Je dois, hélas, assombrir leurs perspectives en leur expliquant qu'au mieux c'est plutôt au cours de la décennie 2010-2020 que leur accession à l'UE pourra intervenir. Subissant les contrôles soupçonneux des douaniers, en repassant à pied à minuit la frontière Serbo-Hongroise pour récupérer ma voiture laissée côté hongrois car aucun loueur n'assure une voiture en Serbie, je ne pouvais que constater combien les Serbes sont encore concrètement

éloignés du reste des Européens. Je méditais ce que m'avait dit Decan Ajanski le très jeune responsable de la conférence, « surtout dites aux participants que personne en Europe ne sait ce qui se passe en Serbie et qu'elle est un vrai « trou noir » pour l'opinion publique européenne ... car ici, après une décennie d'ultra-nationalisme, tout le monde est persuadé que nous sommes le centre du monde et que tout ce qui nous arrive est suivi par tous les Européens ».

### **Il n'y pas de petits ou grands citoyens dans l'UE ; seulement des citoyens plus ou moins bien formés.**

En revanche un peuple qui est en avance sur tous les autres (y compris la plupart des Etats-Membres) en matière de préparation à l'intégration européenne, c'est la Slovénie. Société civile, universités et lycées, municipalités, médias et institutions nationales font équipe pour informer et former leurs citoyens sur l'UE et son fonctionnement. Les deux conférences du Marathon organisées dans le pays le montrent. Sous la houlette de l'organisation ZIP (Organisation pour la Culture du Dialogue), c'est d'abord le Président du Parlement slovène qui nous ouvre son hémicycle et deux cents jeunes qui participent, sélectionnés parmi plusieurs milliers d'entre eux travaillant depuis deux mois sur la question de l'avenir de l'Europe dans les lycées et universités du pays. Sans aucun doute, à ce jour, la Slovénie a les jeunes les mieux préparés aux défis européens des années à venir ! Le même phénomène se répète d'ailleurs dans la petite ville de Ljutomer où la municipalité, sous l'impulsion de Liana Miholic , responsable de locale de ZIP, réunit une centaine de concitoyens sur le même sujet. L'Autriche, la Hongrie, la Croatie, l'Italie sont toutes proches. Cela illustre l'une des réalités concrètes de l'élargissement : l'autre n'en est pas un. En fait, les pays de la ligne de « front » sont aussi ceux qui sont les plus proches et les meilleurs connaisseurs des nouveaux arrivants. Ils ont un passé commun immense. La brève rupture 1945-1989 sera rapidement résorbée. Pour les Slovènes en tout cas, l'objectif est clair : anticiper pour pouvoir influencer. Ce pays où l'on mange une cuisine quasi-italienne, dont la langue est slave et l'efficacité toute germanique, aborde l'avenir avec lucidité. Petit Etat, il sait que c'est en pariant sur l'éducation européenne et la formation de ses citoyens qu'il pourra servir au mieux leurs intérêts. S'il y a des petits Etats et des grands Etats : il n'y a que des « petits » citoyens ... plus ou moins bien formés et informés.

## The Enemy Within - Francesca Montemaggi for Newropeans-Magazine (December 17th 2003)

When the cold war ended, bipolarism and antagonism melted away before the emergence of the New World Order, the age where free trade promised to bring wealth and cooperation and where borders mattered no more.

This was how the post-cold war reality was perceived, a sophisticated and delicate construction shattered by the collapse of the World Trade Centre.

Up to that point, Europe was opening to the East to extend its dream of prosperity and peace to the rest of the continent, while America was building up an empire on the back of the 90s boom. But from the moment the first plane struck the tower, the idea of the New World Order dissolved into fear.

Commentators, confronted by the loss of a neat and all-comprising ideology, brushed the dust off from Samuel Huntington's paper on the clash of civilisations and interpreted events as antagonism along cultural lines. What is missing from this picture of the events is how the New World Order took shape?

Throughout the 70s and 80s, the cold war became a smokescreen for a race to supremacy. All means were justified as necessary to preserve security, from the support to military regimes and coups d'état to indiscriminate sale of arms and repression. In the West, it all came under the heading of the fight against the Empire of Evil. Theorists obliged and fed us with the idea of the balance of powers.

Then the Empire of Evil crumbled with the Berlin wall, but the usual alliances, antagonisms and dirty tricks didn't disappear, they simply came under a different heading: the New World Order. The New World Order preached peace and security through cooperation and democratisation through free trade. In practise, that meant trade exploitation, economic and military assistance to ruthless dictators and to 'freedom fighters' (later to be known as terrorists). Any danger in these policies was disregarded and whenever former friends, like Saddam, defied their masters, they were quickly crushed.

The New World Order didn't work because of the double standards being consistently applied to the East and the South, because of the lack of support for democratisation and for the growth of civil society in developing nations. The terrorism we face now is not a revolt against the West imposing its civilisation, but against the West preaching democracy and human rights while supporting dictators and war.

The idea of the clash of civilisations is a cowardly escape; it identifies as the major culprit for conflict something by definition uncontrollable, thus forfeiting responsibility.

Our enemy is not terrorism nor immigration or fundamentalism. What will bring our civilisation to an end is our self-betrayal. We should be alert to the familiar sounding of propaganda that speaks of security and safeguarding of our civilisation and constructs an external enemy to justify reckless politics. Civilisations are flexible, absorb external influences and are open to change; they do not constitute irresistible monoliths destined to collide.

But Europe watched when it was being divided and strained during the cold war, watched when the world changed shape under the thrust of share prices' euphoria and watched when terrorism enveloped the West with its dark shadows.

It is now time for Europe to do what it does best: engage with the world through soft diplomacy and soft power. It is time to put politics first. At home, accession countries are too busy securing funds instead of taking the European values of democracy and rights seriously and founding Members similarly fight for their share of the cake. The latest stalemate on the Constitution is just another example of our statesmen's myopia. While they quarrel to preserve their own importance, they neglect the only way to preserve our freedom and peace. They desert civil society and democracy around the world and endanger it at home. *They are the enemy within.*

*Francesca Montemaggi*

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/967/309>

## The Newropeans Manifesto - abstracts (June 7th, 2006)

### **Newropeans, an instrument to help the EU expand the frontiers of democracy in terms of size and of diversity, an essential contribution to the world in the XXIst Century**

Making the EU more democratic is an issue for all citizens. It is hoped that Newropeans can be an instrument at the service of citizens to allow the necessary evolution for our future and that of our children... It is furthermore hoped that the European project could be a bearer of hope for other continents, which are attempting regional integration, such as Africa, Latin America, and parts of Asia etc. For the planet one of the central issues of the XXIst Century will be to reply to the question "how can we combine the immense diversity of size, of culture and of power of the countries around the globe whilst avoiding that the strongest dominate?" If we, in Europe, are capable of proving, by example, that it is possible to expand the frontiers of democracy in terms of size of population and diversity of cultures and to show that it is possible to govern democratically a political entity of 500 million people of almost 30 nationalities, and respect national and regional democracy, then we will have also contributed to improving our planet in the most efficient manner possible: by means of example, rather than preaching.

<http://www.newropeans.eu/en/node/34>

### **Newropeans, un instrument pour aider l'UE à repousser les frontières de la démocratie en terme de taille et de diversité, contribution essentielle au monde du 21ième siècle**

Démocratiser l'UE, c'est l'affaire de tous les citoyens. Newropeans espère modestement être un instrument au service des citoyens pour permettre cette évolution nécessaire pour notre avenir et celui de nos enfants. Newropeans souhaite aussi que le projet européen soit porteur d'espoir pour les autres continents qui essayent de s'intégrer régionalement comme l'Afrique, l'Amérique latine, une partie de l'Asie, etc. Pour la planète, un des problèmes centraux au 21ième siècle sera de répondre à cette question : « Comment combiner l'immense diversité de taille, de culture, de puissance des pays du globe en évitant que la loi du plus fort prédomine ? ».

Si nous, Européens, sommes capables de prouver par l'exemple qu'il est possible de repousser les frontières de la démocratie en terme de taille de population et de diversité de cultures, en montrant comment on peut gouverner démocratiquement une entité politique de 500 millions de personnes de près de 30 nationalités, tout en respectant la démocratie nationale et régionale, alors nous aurons également contribué à améliorer notre planète de la manière la plus efficace qui soit : par l'exemple et pas uniquement par la parole !

Extraits du Manifeste de Newropeans sept juin 2006

<http://www.newropeans.eu/fr/node/76>

## La globalisation... et les murs - Masha Loyak (19 octobre 2006)

*A peine plus de 15 ans après la chute du Grand Mur, le Rideau de Fer, les murs en tous genres sont de retour. Pourtant ce n'est pas faute d'avoir célébré le bonheur de vivre dans un monde libre, sans freins, un monde de fraternité et de libre circulation, enfin uni... Il faut croire que cette aspiration humaine à la liberté n'est qu'un fantasme qui ne peut survivre à sa propre réalisation.*

Après avoir inlassablement œuvré pour un « monde libre » (libre surtout d'être pillé par leurs hommes d'affaires en tous genres), les Etats-Unis changent radicalement de tactique et se ceignent de murs mécaniques et électroniques... désormais effrayés d'être à leur tour pillés par toute la misère du monde dont ils sont en partie responsables : un mur physique contre les vagues d'invasisseurs basanés venus du Mexique, ce pauvre pays limitrophe de la première puissance économique mondiale pendant des décennies et qui n'a pas profité d'une miette ; un mur électronique contre les missiles en tous genres des pays de l'Axe du Mal dont la liste officielle (suivant le principe « *you're either with me or against me* ») s'allonge de façon vertigineuse ; des murs administratifs dans tous les aéroports dissuadant les étrangers de venir chez eux disséminer une parole dissidente (sans doute..., quelle autre raison ?). Le chantre de la globalisation, du libéralisme économique, de la démocratie... n'est décidément plus ce qu'il était. Mais il est vrai que la globalisation c'est bien quand on est celui qui en profite. Quand on cesse d'en profiter, on commence à envoyer des militaires à la place des hommes d'affaires.

L'autre mur que l'on a tous à l'esprit bien sûr, c'est le mur israélien. Aux dernières nouvelles, les israéliens luttent contre les tunnels que creusent les palestiniens sous le mur pour acheminer des armes... (no comment !). La Renaissance a opté pour la lumière en perçant de grandes fenêtres dans les murailles de ses châteaux forts devenues inutiles face à l'évolution des techniques de bombardement. On se demande comment au XXIème siècle, des états raisonnables peuvent espérer se protéger derrière ce type de défense, à moins de croire que leur hostile voisinage est culturellement et techniquement médiévalisé. Cela dit, entre les seigneurs du château et leurs envahisseurs extérieurs, on sait lesquels avaient accaparé les richesses, mais lesquels étaient les plus moyenâgeux ?

Les possédants du monde d'hier sont acculés à devoir partager ou à tout perdre. C'est en fait le seul choix qu'ils ont. Et toutes les barricades derrière lesquelles ils pourront s'enfermer n'y changeront rien. Plus encore : ceux qui ont déjà construit les murs ont aussi déjà perdu. Leurs murs sont la preuve de leur incapacité à s'adapter, et comme Darwin a su si bien le démontrer dans sa théorie de l'évolution, celui qui ne s'adapte pas, disparaît.

En revanche, pour tous ceux qui commencent à être tentés par cette voie, la voie de l'auto-incarcération, il est encore temps de contribuer positivement à la réorganisation du monde qui est de facto en cours, plutôt que de bâtir un mur autour d'un simulacre d'ancien régime.

L'Union européenne, entre sa tentation de super-frontière et/ou de retour à la région, à l'état-nation d'une part, et son attirance naturelle pour un monde nouveau et multipolaire d'autre part, a encore le choix. Et, compte tenu de sa taille d'acteur mondial, sa décision aura un impact significatif sur le cours que prendront les transformations géopolitiques mondiales. Une giga Euro-frontière, c'est l'assurance d'un monde couvert de murs (et de ce qui va avec : obscurité, guerres, mort...). Que nos gouvernements y pensent lorsqu'ils gouvernent, et que nos citoyens y pensent lorsqu'ils votent !

*Masha Loyak*

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/4754/309>

## Eine multipolare Welt – Newropeans Magazine - Ralf Pichler November 26th 2010

Ich glaube wir leben in einer entscheidenden Zeit. Sicher werden wir das zwar erst im Rückblick aus mindestens 30 Jahren wissen, aber meiner Meinung nach, werden die nächsten Jahre und Jahrzehnte entscheidend dafür sein, wie sich die Menschheit weiterentwickelt.

Nach dem Kollaps der Sowjetunion Ende der 1980er Jahre, erleben wir jetzt, 20 Jahre später, den langsamen Abstieg des US-Amerikanischen Imperiums.

Die entscheidende Frage wird sein, wie sich die Schwächung der letzten großen Weltmacht auswirken wird.

Wird es der Menschheit gelingen, eine multipolare, friedliche Ordnung aufzubauen, ohne eine einzige Weltmacht, sondern mit mehreren, lokaleren Zentren?

In der Informatik wird so etwas ein "Verteiltes System" genannt, wie das Internet beispielsweise.

In dieser multipolaren Welt würden die USA und Russland immer noch wichtige Rollen spielen, aber keine dominierenden. Sie müssten sich die Macht friedlich teilen mit China, Indien, Europa, Brasilien oder der Südamerikanischen Union, der Afrikanischen Union, Australien, Kanada, und allen die ich noch nicht aufgezählt habe.

Oder stehen der Menschheit, wie nach dem Zusammenbruch des römischen Imperiums, wieder 500 Jahre voller Religions-, Gebiets- und Ressourcenkriege bevor?

Werden die ehemaligen Supermächte bereit sein, auf einen Teil der Macht zu verzichten, werden die aufstrebenden Mächte ihren Machthunger bremsen können, zugunsten einer einheitlichen, friedlichen Konfliktlösung?

Die Newropeans möchten sich in Europa dafür einsetzen, ihren Teil für die Entwicklung hin zu einer multipolaren Welt zu leisten. Dafür muss unserer Meinung nach die EU runderneuert, und die Entscheidungen sowohl demokratischer als auch effizienter werden, damit auch Europa einen Platz am runden Tisch der Weltmächte einnehmen kann.

Jedes einzelne Mitgliedsland der EU wäre in Zukunft alleine zu unbedeutend dafür, auch wenn viele von ihnen in unterschiedlichen Phasen der Vergangenheit Beherrscher eines Weltreichs waren.

Der Gründer der israelischen Friedensbewegung "Gush Shalom" Uri Avnery hatte in einem Artikel zu den Auseinandersetzungen in Georgien sehr überzeugend geschildert, wie Gemeinschaften wie die Europäische Union auch dazu beitragen könnten, regionale Konflikte innerhalb der Mitgliedsländer zu lösen.

Noch haben wir als Menschheit die Wahl, zwischen einem neuen Mittelalter oder einer gemeinsamen Zukunft.

Wir sollten aktiv daran arbeiten, diese Wahl bewusst zu fällen.

*Ralf Pichler*, Newropeans

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/11861/360>

## Georgia crisis: The End of the Americanist illusion! - Franck Biancheri (August 28th 2008)

*The crisis inaugurated last week by Georgian president Saakachvili, now resulting in Moscow making a run for the first time since the fall of the Berlin Wall, is a major turning point. It is the first visible sign of the collapse of the "Dollar Wall" which used to protect the US might since 1945; a Wall whose perimeter had significantly grown since the fall of the « Berlin Wall » (which used to protect the ex-USSR).*

The clear political mistake committed by president Saakachvili (which, far from securing him any control over dissident South Ossetia, results in Georgia's further division – as it did with Serbia and Kosovo), is not due to him alone. It is the most obvious result of a process started at the end of the 1990's whose master minds were Saakachvili's sponsors – the United States, Israel[1], the United Kingdom, and to a lesser extent the European Union. This process developed under the following features: arrogance, short-sightedness, self-persuasion, stupidity... In any event, it is certain that it led politicians such as Saakachvili and his little brothers in Ukraine and other regions of ex-USSR to believe that the wind of History (with a capital « H ») blew in their direction from then on, that their dreams could turn into reality, that the will of today's powers determined the future, that geography and history no longer mattered, that the Dollar's corrupting might - if poured in sufficient quantities - could transform reality... But something else is now certain: today's reaction from Moscow, combined to the obvious paralysis on the part of Washington, Tel Aviv, London or Brussels, puts a sharp end to all these illusional beliefs, chanted on and on in Transatlantic and Euroasian conferences and seminars.

### **Saakachvili is nothing but a second-class autocrat**

Far from being a bright politician, Saakachvili is a second-class autocrat, made up by Washington and Tel Aviv, who thought his destiny was a highway designed by his American, Israeli and British allies, and encouraged by the technocrats of Brussels and a bunch of politicians of the same feather in Poland, Ukraine and the Baltic states. His central mistake lied in the fact that he trusted their common illusions that Caucasus had a European vocation (to joining the EU)[2], that Georgia had a North-Atlantic vocation (to joining NATO),... while the big interest in fact at play was oil... and the only assets, the weakness of Russia and the rain of dollars poured over the region.

In Washington, Brussels, London... I crossed the road of many Saakachvili's .. in their thirties or forties, US-trained, long-teethed wolves fascinated by politics to make a carrier, ready to « make History » as long as History is flexible and obedient. Disregarding signals sent out by many continental Europeans that their dreams were disconnected from any reality, they relied on promises made by the **Americanists**, those architects of the myth of an irresistible West and of an ever-expanding EU. But, as we say in French, « the advisers are not the payers »... as the new Member-States already realised when London (their greatest sponsor into the EU) refused to pay for their accession.

### **Russia is back as a geopolitical player on all its borders**

However the Georgian crisis largely over lapses the case of Caucasus and its various local Washingtonian puppets. Indeed, Moscow's reaction confirms the fact that Russia is back as a

geopolitical player on all its borders. For the first time since 1989, a « Western » pawn – in fact a US pawn - is defeated in this crisis. The fact that a number of EU members refused to make any promise on Georgia's accession to NATO has indeed sealed the current crisis in a way that dooms to failure the US attempt to settle durably in Caucasus; as well as it prevented our countries from getting militarily involved in what would have been a suicidal adventure. This crisis therefore provides another illustration of the profound divisions growing inside NATO between Washington, London and mostly Poland and the Baltic states on the one hand, and the rest of continental EU on the other hand, as to which posture to adopt with regards to Russia. Georgia's setback provides a clear signal in favour of the EU's majority position which would like to develop a strategic partnership with Moscow, based on trust between both entities and firmness about democratic principles, namely as regards the intermediary zone – Caucasus, Ukraine, Bielorrussia.

Georgia's setback is also a setback for Washington (one more) in their tuning of actions and principles:

- President Saakachvili is an autocrat who muzzled all opposition and stayed in power by imposing a state of emergency followed by an ultra-nationalistic campaign based on the « reconquista » of lost territories. The so-called « orange revolution », much praised by the Western world, ends in tragic farce for the Georgians: war and flouted democracy.
- South Ossetians already voted, overwhelmingly asking for their secession from Georgia, when they have not already flown to Russia (in North Ossetia). It is Tbilissi and the West who refused to acknowledge their choice. There again, the US and the EU in the same move decided not to apply to Ossetia the infringement to international law they imposed in the case of Kosovo. Spanish Prime Minister Zapatero is the only who clearly said that what we did with Kosovo was illegal in terms of the international law. Double standards... knowing that we - EU, France, UK, Germany or the US - indulge ourselves in giving lessons to Russia. I wrote many times, in these columns, that we were opening a Pandora box with Kosovo. There we are now! And it is just the beginning...

But the outcome of the Georgia crisis goes beyond that. Indeed this crisis puts a final stop to the fantasies about Ukraine's EU accession. Three years ago, in Moscow, during one of our seminars gathering some fifty EU and Russia diplomats and civil servants on the future of EU-Russia relations by 2020, I asked the Polish delegation conducted by Mr Jan Truszczyński[3], who supported the fact that Ukraine's accession was inevitable, if they were aware that the Russian part would go to war rather than lose its Ukrainian half... and that neither the British, nor the French, nor the Germans, nor the Spanish nor any EU country (apart from the Baltic states and Poland) would lift a finger to « free » the other half. My remark resolutely froze the atmosphere on the EU side, but enabled to start a fruitful debate with the Russia part.

### **A pro-active diplomacy must take place in the real world, not in a world of illusions**

Well, any pro-active diplomacy must set itself in the real world, not in one of illusions; or it becomes of source of conflicts. Credibility is inversely proportional to gesticulation[4]. Trust among partners cannot build by letting one's own party talking nonsense in order to save pretends of unity. The strength of the European Union cannot be established by aligning on extremists, it will come from building solid consensus capable of channelling the weight of our 500 million citizens, of our myriad of NGOs, of our economic, commercial, scientific, cultural power, of our values and of our 27 diplomacies. The EU was no built to let a few demagogues get excited on the stages of Tbilissi or else. French President Sarkozy got it right when he simply contented himself to copy-pasting Moscow's demands and extending them, with some insistence, to Tbilissi. Washington's little valet knows when he must submit to the

powerful, whether they are Russian or Chinese. And, in today's Caucasian game, whether we like or not, Moscow is the prevailing power again. Exit Washington, Tel Aviv, London and the Dollar!

I seize the opportunity to remind to the leaders of the Baltic states who push the EU towards a confrontation with Moscow that their accession to the EU is a direct result of Moscow's weakness at the time[5]... and that the preservation of their status depends on the strength of the EU... not on its aggressivity, nor on its alignment with an external players such as the US, preventing it from inventing and implementing any strategic partnership with Moscow. Otherwise, between their large Russian minorities, their past integration to Russia and their undefensible strategic situation, I would not bet much on their « independent » future. And they can always wait for Washington's help or for Godot[6]!

To recognize the real influence of Moscow, to respect our values and decide to enforce the same principles everywhere (not according to our interests), to avoid considering Caucasian countries as back-offices (of NATO, EU, Russia, Turkey, oil powers... you name it) and choose to consider them as components of a specific region likely to either join us or become mediators with our big neighbouring regions, to consider Caucasian inhabitants as citizens sharing our aspirations to peace and prosperity, and to support their genuine (as opposed to « imported ») democratic processes, such are true ambitions at the size of the European Union.

But, in order to achieve this, one must fully take into account how close from Moscow and how far from Washington the region is, and that the « Dollar Wall » and related « sandcastles » of the years 1990/2000 are collapsing in front of our eyes, that new member states are not doomed to be run by former aparatchikis converted to the Dollar, that Russia is no longer to be feared, that taking action in this region requires some forward thinking at least 20 to 20 years ahead, and that exemplarity remains the only sustainable political force.

In one generation from now, towards 2030, it will probably be time for Caucasians, Europeans, Russians... to decide upon what they want to do together or not. Until then, the European Union must build its policy towards this region according to the reality of power struggles there and their founding principles, keeping in mind one common objective for Caucasus: peace and stability for the Caucasians, by means of genuine democratic processes. No more, no less. If the EU manages to initiate such dynamics in the years to come, it will measure up to the expectations populations pin on it – of another nature than those ridiculous flags displayed in the back of puppets' seats[7]!

One last remark: today's current Israeli leaders should meditate the Georgian leaders' mistake now that many of them are considering a similar « retreat forward » with regards to Iran. I said and repeated it during my last stay in Israel at the end of 2007: an attack on Iran would be a major political mistake for Israel. As Georgia proves it once more, the « American superpower » is the shadow of what it used to be, and the EU remains a fundamentally inert power. If some believe they were very clever « manoeuvring » Russia on this conflict in order to be free to act in Iran, well they are about to be greatly disappointed as it is this very « world order » they believe in which is collapsing under our eyes.

Franck Biancheri

Cannes - France

*Français: Crise géorgienne : fin de l'illusion américaniste*

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/8426/309>

## Lifting the wall – abstract NewEuropeans Magazine - Risto Karajkov (November 12<sup>th</sup> 2009 )

*July 2009 - The European Commission proposed visa liberalization for Macedonia, Serbia, and Montenegro, which would bring an end to a costly and sometimes humiliating ritual for people who need to travel abroad. Kosovo, Bosnia and Albania, though, were excluded from the recommendation*

**A “historic day”, the “fall of the wall”, the “end of visas”, these are some of the headlines in the Balkan media today.**

In what was truly a historic day yesterday, the European Commission (EC) proposed visa liberalization for Macedonia, Serbia, and Montenegro. The visa-free travel would ideally be possible from 1 January 2010. Macedonia has already fulfilled all the technical conditions, while some benchmarks still remain to be met Serbia and Montenegro. The EC proposal would next be discussed in the European Parliament, and the final decision on it would be made by the European Council later in the year.

.../...

Visa liberalization will bring an end to a costly, unpleasant, and sometimes humiliating ritual for people who need to travel abroad.

.../...

“In a nutshell” he added “this will mean a further Europeanization of the civil societies in the Western Balkans and it is an example that European integration is not only a matter of integrating nations, but also peoples and citizens”.

.../...

In addition to Kosovo, Bosnia and Herzegovina and Albania were excluded from the recommendation since they did not make sufficient progress with the needed reforms. Mr. Rehn however left the door open.

“The ‘roadmaps’ that the EU gave them last year are still valid, and they are still perfectly doable if the authorities in these two countries put their full will into delivering now”, said Mr. Rehn. “If Albania and Bosnia and Herzegovina keep up the pace of reforms and thus meet the conditions the Commission could envisage making a new proposal by mid-2010”, added Mr. Rehn.

.../...

After a longer period of time, Brussels send an encouraging message to the Balkans. For most people in the Balkans the European idea is by and large associated with the freedom of movement.

<http://www.newuropeans-magazine.org/content/view/10283/86/lang.english/>

# Ukraine and the “Americanization of the European Project”: Towards a New Iron Curtain To Fall on the EU? - Public announcement GEAB N°83 (March 16, 2014)

## **BUILD A TRAP TO DIVERT EUROPE AWAY FROM IT'S OWN DESTINY**

When, in November 2013, Russia asked the EU for tripartite negotiations on the Ukraine's free trade agreements with its two neighbours in order to find areas of common ground for all parties directly concerned<sup>1</sup>, what was at stake was stability, integrity and independence for the Ukraine and that it should remain as the natural link between Europe and Russia.

But neither Baroness Ashton, nor Mr. O'Sullivan<sup>2</sup> in charge of the European External Action Service, nor Mr. Fule who, at the head of the Directorate General for Enlargement, spends his time trying to integrate everything that moves in Eastern Europe<sup>3</sup>, didn't want that. On the contrary, they have forced the Ukraine to “choose sides”,<sup>4</sup> thus creating the conditions subsequent to the inevitable events, which we know: the Ukraine has in fact chosen... and the country, logically, has entered a dramatic and bloody process of decision, which is only just begun. Baroness Ashton and Mr. O'Sullivan have literally set a trap for the Ukraine... and Europe.

Five months later and the damage is huge: over 100 dead<sup>5</sup>, the Ukraine is left with an unelected government brought to power by extreme right-wing factions<sup>6</sup>, relations between the EU and Russia are broken, the Ukraine and Russia are on the verge of a war that isn't far from being a war between Europe and Russia<sup>7</sup>, the Russian military have retaken control of

---

<sup>1</sup> Source: [Le Monde](#), 05/03/2014.

<sup>2</sup> Issue number three of the European External Action Service. A few words are necessary on his path to which investigative journalists should pay more attention. Mr. David O'Sullivan appeared on the radar of our European path at the beginning of the 90s, when he was a unit head at the Directorate General for Education running the TEMPUS programme, a programme which had been singled out by the European Court of Auditors following an open letter from Franck Biancheri denouncing embezzlement in this programme. Given this beginning, Mr. O'Sullivan's career shouldn't have gone much further. But, in the mid-90s, when we came on board the transatlantic TIESweb project in partnership with the European Commission and the White House, a diplomat from the US Embassy in Brussels one day recommended us, around a casual conversation, to follow the career of a certain David O'Sullivan... “who will go far”. Surprise in our ranks, and remarks on the individual's unsavoury character...but a small smile in the direction of the good and the great. Several years later, under the Prodi commission beginning right at the end of the 90s, David O'Sullivan became... Secretary-General of the European Commission, the most powerful position in the whole of the European structure, no less! Under his rule and with his direct personal intervention, the project of institutional reform initiated as a logical follow-on to the resignation of the Santer Commission, which clearly revealed the inadequacy of the way in which Europe worked post the Maastricht Treaty and had brought together a group of officials on Commissioner Prodi's instructions to form a “task force on European governance reform” whose work had resulted in a White Paper of the same name, had been given a decent burial (editorial work retrieved, innovative ideas suppressed, publication in August during journalists' holidays).

However, this reform project was a great moment of hope for European democratization, a hope which had irreparably disappointed. Mr. O'Sullivan is now to be found at the External Action Service as part of an “unbalancing” of the head of the EEAS in favour of Anglo-Saxons: in effect, Baroness Ashton's nomination had been compensated by that of the Frenchman, Pierre Vimont as number two (Executive Secretary General)... but the former, to get the upper hand, had created a third post (which doesn't exist in any European institution: Administrative General Director) to bring in O'Sullivan. This is how the latter found himself at Baroness Ashton's side in 2013 on the negotiations over the EU-Ukraine free trade agreement...with the results that we can see. But this isn't all: he is set to become the EU Ambassador to Washington, in order that his partnership with Ashton controls the whole signature chain of the famous TTIP. It's simple to follow the bad news for Europe, just follow Mr. O'Sullivan's career path.

<sup>3</sup> Did you know that ? Georgia as well. Source : [EuropeanVoice](#), 29/11/2013

<sup>4</sup> Source : [Le Monde](#), 05/03/2014

<sup>5</sup> Source : [KyivPost](#), 11/03/2014

<sup>6</sup> Source : [CNN](#), 06/11/2014.

<sup>7</sup> Especially since the EU is doing everything to annex the Ukraine by accelerating the signing of the Association Agreement – which must wait the election of a proper government but which ultimately will be signed in the meantime by the nonelected

their Crimean assets, the US fleet is cruising in the Black Sea waters<sup>8</sup>, the US army has set itself up in Europe again (in Poland, Lithuania and Romania<sup>9</sup>), the media, excited by blood, are a pure propaganda machine determined to push politicians and citizens into war, the EU-Ukraine free trade Treaty is about to be signed, against Russian interests, by Washington and a non-elected Ukrainian government<sup>10</sup> (if the same method is used for the TTIP, Washington and Baroness Ashton will have signed it in April at the latest), the West is preparing to deny the legitimacy of the Crimean referendum which will aggravate the crisis and continue to ask questions on the West's democratic struggle<sup>11</sup>...

From a European point of view, what a significant political and diplomatic failure! Working to rebuild the Iron Curtain in 2014 and isolate Europe from all the current dynamics in these famous emerging countries to which Russia binds us, just as the Ukraine binds us to Russia<sup>12</sup>.

---

government in place (source: [Radio Ukraine](#), 26/02/2014) because the next legitimate government could well be pro-Russian again; but also in EU integration – one agreement can hide another and negotiations with Georgia especially are going in this direction, so why not the Ukraine (source : [Messenger](#), 06/03/2014).

<sup>8</sup> ... and the U.S. Army has shown up again in Europe after so many efforts to dislodge it. Source : [Chicago Tribune](#), 12/02/2014.

<sup>9</sup> Source : [Ouest-France](#), 12/03/2014.

<sup>10</sup> This article of the 12/03/2014 in [EUBusiness](#) has the merit of being clear: “the new Ukrainian leadership will probably sign the much awaited political agreement with the EU next week, announced the interim Prime Minister Arseniy Yatsenyuk following a conversation with the White House”... The EU is there for the taking, we feared it was being taken by the extreme right, its worse: it's in the process of being taken by a foreign power. But the most amazing is that of 28 governments, of which most (but not all) are democratic governments accountable to their people, not one will repeat it. A US trap, EU treachery... and the European political elite who go to bed... just like the French elite went to bed in 1940. Don't even mention the Nationalists of all colours who infest national political life short of discussions on the sovereignty of nations... and don't have the slightest criticism either to make on the hijacking of the European agenda by the US (even if it was for the best, but it's obviously for the worse). But if we look at the Western-Ukrainian sympathies, they must have the hope of taking back power (a small provincial governorate here and there) in the next configuration.

<sup>11</sup> The Soviet bloc collapsed without bloodshed thanks to Mikael Gorbachev; it's a remarkable fact in history that an empire withdrew quietly. The US doesn't give the impression of falling into line with the same dignity unfortunately. After the financial approach (after the colossal bailout in 2009, the famous \$700 billion TARP, which turned the banking crisis into a country crisis, then the US Fed's quantitative easing in 2010 and 2012 especially, which have driven the whole planet into widespread indebtedness), the US has raised the tone by attacking Europe (with the collaboration of certain European elite) and attempting a takeover of the continent.

<sup>12</sup> In fact the Ukraine is a strategic link between Europe and Russia and, therefore, between Europe and the emerging countries. LEAP knows how important it was to bring Europe closer to the BRICS, which is even why we launched the Euro-BRICS process in 2009, aimed at bringing Europe to its true destiny given its nature: its contribution to the emergence of a multipolar world. If Europe fails to play this role, there is a risk of polarization in the world, between the West and the emerging nations. But polarization needs walls... which is well and truly being rebuilt for us... in the same place as 25 years ago. Undoubtedly the Western elite haven't much imagination... or they haven't learnt much from their history books. If they had, they would have known that wars are rarely cold and that it's better not to begin to play this kind of game.

## **MASS ATTACKS ON EUROPE**

Unfortunately, beyond a failure, this should also be seen as the result of an all-out attack on the European construction project, a project whose two main goals since the beginning have been peace through cooperation, the sharing of interests and the continent's independence by the force which, de facto, brought about its union.

The current attack is, in fact, along the lines of that conducted against the Euro in 2010, in the knowledge that in breaking the common currency and taking into account the technical impossibility of returning to national currencies, Europe would find itself de facto integrated in the Dollar zone. This time, Europe resisted and saved its currency... at the price of enormous weakness, especially political.

The TTIP and the attempts to make us urgently sign this obscure Treaty that no one wants, seemed to have the particular objective of putting politicians under economic supervision (even more so than Europe under US supervision). Whatever the case, it would actually create a huge EU-US free trade zone using Dollars and formally annexing Europe to the Dollar zone. Here again, the tools of European independence are targeted; in this particular case its judicial arsenal for trade protection, guaranteeing Europeans' economic interest, qualitative competitiveness and health. And the methods to obtain the signature of this treaty at any price are, on their own, proof of deep dishonesty.

## **CAUSE A NEW IRON CURTAIN TO FALL ON EUROPE**

And we have seen nothing of what Washington and Brussels would be capable of in this area. The Ukrainian crisis was probably triggered for no other reason than, ultimately, to force us to buy US shale gas (13), to sign the TTIP (without which the former can't be sold in Europe (14)) and to justify a renewed increase of American-NATO military budgets (15) thanks to the restarting of a Cold War between the West and emerging nations (except for this detail that it's the West which will be on the wrong side of the Iron Curtain this time).

Public announcement GEAB N°83 (March 16, 2014)

## Demain, la chute du mur du Dollar - Bruno Paul (Juillet 2014)



*J'écris ce texte à Berlin, là où le Mur est tombé il y a 25 ans.[\*]*

Ce jour-là, le 9 novembre 1989, un nouvel horizon s'est ouvert pour tous les Berlinoises. Pour la première fois depuis 1962, ils pouvaient choisir de vivre là où ils voulaient, pour le mode de vie qu'ils désiraient. La chute du Mur leur offrait enfin une alternative, un nouvel espace de liberté, aussi bien pour ceux de l'Est que ceux de l'Ouest.

Comme JFK, « Ich bin ein Berliner ». Tout humain aspire à la liberté. C'est pourquoi ces murs dressés nous concernent tous.

25 ans plus tard, un autre mur tombe. Cette fois encore, les échos de cette chute feront plusieurs fois le tour de la planète.

Demain, le 15 juillet 2014, commence à Fortaleza au Brésil le 6ème sommet des dirigeants des pays BRICS. D'autres présidents sont invités pour des rencontres les jours immédiatement suivants.

Demain sera annoncée la signature de l'acte de création de la nouvelle Banque de Développement initiée par les pays BRICS, ainsi que celles de leur Fond de stabilisation des réserves monétaires. [1a] Il s'agit de la clé de voûte de notre anticipation politique sur l'émergence réussie du monde multipolaire. [1b]

Le siège de cette Banque sera fondé à Shanghai, et sa présidence pour 5 ans sera tournante. Ouverte aux autres pays, les BRICS conserveront au moins 55% des parts et droits de vote. Elle opérera dans les devises nationales des BRICS, dès 2015, une fois les textes ratifiés par les Parlements nationaux.

Ces institutions sont explicitement dédiées à offrir une alternative aux institutions de Bretton Woods [2] --la Banque Mondiale et le FMI-- qui assurent l'emprise du « consensus de Washington » et l'hégémonie du système monétaire international basé sur les échanges en Dollar US, et donc la --jusqu'ici-- nécessaire accumulation de réserves de titres libellés en dollar par tous les autres pays.

C'est une condition impérative au financement du développement des pays qui veulent bénéficier des "aides" du système international, lesquelles sont de plus accompagnées d'autres conditions particulièrement intrusives pour leur souveraineté économique, suivant une doctrine ultralibérale. Les décisions de ces institutions sont entièrement verrouillées par les Etats-Unis, y compris pour la modification de leur gouvernance [3].

Ce système qui prive de liberté (« there is no alternative »), c'est celui qui a érigé le mur du Dollar.

Demain est l'annonce d'un nouveau lendemain, celui où tous les pays de la planète vont se

voir enfin offrir l'alternative dont ils étaient privés depuis 70 ans, pour pouvoir financer le futur de leur choix, sans conditions intrusives muselant leur économie. Cette alternative offrant davantage de liberté va créer une attraction irrésistible pour les autres pays. A ce titre, les BRICS ont déjà noué des relations avec le G77 regroupant désormais 133 pays, c'est à dire le monde entier sauf l'Occident.[4]

Aujourd'hui nous fêtons la prise de la Bastille, le symbole de l'émancipation par rapport à l'Ancien Régime. Elle aussi fut détruite pierre par pierre.  
Demain, ce qu'il faudra retenir de cette signature c'est l'annonce de la chute du mur du Dollar.

*Bastille, Berlin, Fortaleza: la liberté fait tomber les murs.*

## **Les conséquences pour l'Europe**

A l'heure où les Etats-Unis et certains des gouvernements européens oeuvrent pour dresser de nouveaux murs en Europe de l'Est, où l'on parle de séparer des populations qui vivaient ensemble en paix depuis des décennies, où le sort voulu par ces dirigeants pour l'Ukraine ressemble de plus en plus à celui de l'ex-Yougoslavie, on ne peut que constater là un mouvement rétrograde par rapport à l'Histoire. Un soubresaut tactique dans le vide stratégique de l'Occident.

Ce vide appelle à être comblé. Pour les pays européens, et pour l'Euroland en particulier, il convient de comprendre enfin quel est le vrai mouvement de fond, comment les cartes sont en train d'être rebattues par la chute du mur du Dollar, et qu'il est donc plus que temps de développer, de tisser toutes les relations pertinentes avec les pays BRICS. Il en va de notre Histoire.

En un mot : qu'il est enfin temps pour nos pays européens de développer une stratégie Euro-BRICS.[5]

*Parce que nous voulons tous être des Berlinois. Nous voulons tous être libres.*

*Bruno Paul (juillet 2014)*

<http://conscience-sociale.blogspot.com/2014/07/demain-la-chute-du-mur-du-dollar.html>

---

[\*] Ce texte fait suite à ma dernière intervention lors de l'Agora Newropeans le 5 Juillet à Berlin ;

[1a] Ria Novosti, 07/2014 ; Romandie.com, 07/2014 ;

[1b] Nous avons été les premiers à anticiper publiquement l'impact réel de cette annonce. Voir 'Vers un nouveau système monétaire international - part 1', version EN ou FR, Conscience Sociale, 2013 ; 4ème séminaire Euro-BRICS, L.E.A.P., 2013 ;

[2] Voir par exemple PressTV, 03/2013 ; La Voie de la Russie, 07/2014 ;

[3] Voir par exemple 'FMI: La réforme de l'institution reste bloquée par Washington', Les Echos, 01/2014 ;

[4] Courrier International, 06/2014 ;

[5] Cette analyse stratégique a été élaborée en tout premier par Franck Biancheri et le L.E.A.P., ce qui constitue à nouveau une anticipation politique dont l'écho est historique.

## Ukraine : Une autre brique du mur de Berlin vient de retomber sur l'Europe – Marianne Ranke-Cormier (24 janvier 2014)

*Une autre brique du mur de Berlin vient de retomber sur l'Europe. Le jour même de la chute du mur de Berlin, Franck Biancheri écrivait que "l'éclatement du bloc soviétique et la remise en cause de la division en deux de l'Europe obligent la Communauté à définir des objectifs et des priorités claires dans ses relations avec les pays européens de l'Est". L'une d'elles étant de "Maîtriser le développement géographique de la Communauté en en définissant clairement les critères et les modalités". L'actualité malheureusement éclaire de nouveau l'incapacité de l'UE à mettre en place de tels outils stratégiques, la faiblesse et le manque de vision de ses dirigeants et institutions qui la conduisent dans des impasses politiques et à trahir la confiance des citoyens au delà et en deçà du mur.*



démocratiques douteux.

La situation dramatique qui se déroule actuellement en Ukraine ne peut laisser indifférent, des manifestations qui dégénèrent en guerre civile avec des morts, à nos frontières et dont nous sommes en grande partie responsables. Elles nous rappellent les différents spasmes que ce pays et ses habitants ont déjà vécus, pris en tenaille entre une UE championne de l'hypocrisie et une Russie qui préfère s'appuyer sur des partenaires à régimes

Les briques du mur de Berlin n'ont pas fini de nous tomber dessus. Franck Biancheri († oct. 2012) écrivait le jour même de la chute du mur: "*Le destin de l'Europe est en train d'échapper aux deux "Grands" et il va venir frapper à la porte des Européens.*" et appelait les instances communautaires à définir très rapidement une véritable politique d'élargissement et de voisinage basée sur une réelle implication des citoyens de part et d'autre de l'ancien mur.

Les deux "Grands" ne laissent pas s'échapper si facilement le destin de l'Europe et la situation actuelle en Ukraine est la conséquence directe de la politique irresponsable de l'UE. Sous la conduite de Catherine Ashton, cheffe de la diplomatie de l'UE, cette crise est le résultat non seulement de l'incapacité de l'UE à mettre en place des outils stratégiques, de la faiblesse et du manque de vision de ses dirigeants et institutions, mais aussi d'une trahison. En 2009, dans son article "Ukraine : call for the EU to be more than 'preoccupied' - Act now!" Franck Biancheri écrivait que l'UE devait être claire et intransigeante tant vis à vis de son voisin ukrainien que russe: pas de négociations avec des états dont les principes ne répondraient pas aux valeurs fondamentales en terme de démocratie et des droits de l'homme. Diplomatiquement affaiblie face à la Russie, manipulée en sous-main par les intérêts USUK au nom d'une nouvelle guerre froide contre la Russie ennemie d'hier, qui sur le terrain de la politique internationale et de voisinage de l'UE peuvent encore exercer leur pouvoir de nuisance, l'Europe est entraînée dans leur fin de règne chaotique. Mais l'UE était tellement sûre d'elle, elle avait vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Une UE même prête à acheter ses voisins pour asseoir l'"empire".

Si l'UE n'était pas venue la bouche en cœur pour faire le siège de l'Ukraine, si l'UE avait tenu compte de la spécificité du peuple ukrainien partagé entre Europe et Russie, si l'UE n'avait pas tourné le dos avec mépris à la Russie, si elle avait écouté Poutine, si elle avait engagé comme il se devait d'un point de vue diplomatique, et comme les Russes l'avaient réclamé, des négociations triangulaires: UE - Ukraine -Russie, nous aurions pu éviter que les Ukrainiens ne se déchirent comme nous le voyons malheureusement aujourd'hui, et l'UE aurait été épargnée de la grande claque diplomatique qu'elle s'est prise à la face du monde.

Face à un gouvernement à la légitimité certes fragile, des opposants formant une communauté entretenue par plus de 2500 ONG financées depuis les Etats-Unis et l'UE, qui se lève contre son gouvernement mais aussi son peuple, attisée par des guides idéologiques, dont certains sont encore plus souverainistes que les chefs des états membres de l'UE qu'ils prétendent vouloir rejoindre ou portent des agendas financiers et économiques secrets, qui brandissent le drapeau européen en crachant sur les premières de nos valeurs: démocratie, liberté, tolérance et solidarité. Personne n'est dupe que George Soros, premier défenseur d'euromaidan, spéculé pourtant sans scrupule sur l'effondrement de l'Ukraine et de l'Euroland. Que penser quand on retrouve parmi les plus véhéments opposants des personnes comme le très populiste Vitali Klitschko ou le nationaliste d'extrême-droite, Oleh Tyahnybok? Pour une UE en pleine dérive, elle aussi en proie des pires démons qui spéculent sur son effondrement politique, rien ne semble choquant.

Aucun doute non plus que la Russie et Poutine n'aient pas été de reste. Eux aussi ont leurs sbires et agents de propagande, eux aussi ont su comment "acheter" et garder leur pays satellite au sein du giron de la CEI, mais cette attitude là, même si nous sommes devenus experts dans le même exercice, elle ne peut être politiquement correcte dans notre vision du monde (Recevoir des milliards de la Russie ou du Golfe, est-ce vraiment pire que d'être aidé par les pays occidentaux?).

Aujourd'hui, il faut sauver l'Ukraine et les Ukrainiens du naufrage. Nous sommes en situation de "guerre civile". Un pays déchiré entre deux communautés, deux visions, ce qui s'avère géopolitiquement tellement vrai... Nous ne pouvons pas simplement assister à ce qui se passe de l'autre côté des frontières sans réagir. Il ne s'agit pas de donner de blanc seing ni à l'une ni à l'autre des parties, mais d'aider à trouver des solutions constructives pour permettre aux Ukrainiens de sortir de ce chaos.

Après avoir mis le feu aux poudres et semé le chaos, nos dirigeants de l'UE si fiers alors de leur beau contrat, font maintenant la politique de l'autruche, le sujet n'est même pas à l'ordre du jour du sommet UE/Russie! Or il faut en parler! Nous sommes directement concernés. D'une part, c'est tout de même notre drapeau qui est utilisé comme signe ralliement de cette révolution (euromaidan), d'autre part l'UE est responsable de cette montée de violence et de ces morts. Ils pèsent autant sur notre conscience que sur celle du gouvernement et de l'opposition figés dans leur position et revendications.

Les partenaires européens de l'Euroland doivent maintenant prendre position. Il est clair que l'UE a perdu toute légitimité, toute crédibilité, à intervenir dans cette affaire. Il ne s'agit pas de prendre des sanctions. Mais l'Euroland doit être clair. D'une part face au gouvernement ukrainien: celui-ci ne peut se servir du traité comme monnaie d'échange de la paix civile dans son pays (et du coup gagner sur les deux fronts financiers), mais nous pouvons agir, aux côtés de la Russie, comme force de dialogue, d'accompagnement pour une sortie de crise acceptable pour ses dirigeants. D'autre part face aux manifestants: il ne s'agit pas d'entamer des

négociations d'intégration de l'Ukraine à l'UE, mais bien de mettre en place des relations privilégiées qui permettent aux Ukrainiens de consolider un état fort entre la Russie et l'UE, qui vit pleinement son identité et sa souveraineté. Non, nous ne leur offrons pas l'Europe sur un plateau, nous ne les aiderons pas à renverser un gouvernement par des voies non démocratiques, mais nous pouvons les aider à se rapprocher de ce sont nos valeurs de démocratie et de liberté, si telle est leur revendication.

Il est urgent de faire cesser les affrontements en appelant une certaine partie de l'opposition dans la rue qu'elle accepte d'agir avec responsabilité de façon démocratique, appliquant les principes sur lesquels elle s'appuie haut et fort, et non pas en menaçant ou en exigeant des conditions inacceptables pour un gouvernement qui s'accroche à sa légitimité démocratique. L'opposition ne représente aucune majorité, elle est divisée, elle n'est pas légitime en soi. A elle de prouver qu'elle est une ouverture, mais de façon responsable, en éliminant les éléments qui la perturbent et en s'organisant sous forme d'initiative citoyenne qui réunirait l'ensemble de la société civile ukrainienne, de l'est comme de l'ouest, europhile ou russophile, autour d'un projet de réforme démocratique et juste qui tienne compte des besoins et des attentes de la société civile ukrainienne.

Cette voie de la réforme démocratique de l'Ukraine ne passe pas par l'UE. On ne détourne pas des frontières pour imposer des changements sociétaux et politiques. L'UE elle-même souffre d'absence de démocratie. C'est au peuple ukrainien lui-même d'être porteur de ce projet, porté par ses jeunes, ses étudiants, ses forces vives, qui plutôt que de se laisser entraîner dans la destruction, plutôt que de brûler les drapeaux, déceler les statues, pourraient être force de proposition constructive. Et c'est ici que Russes et nous Européens, et plus particulièrement nous les citoyens de l'Euroland, porteurs d'idées innovantes pouvons intervenir et offrir notre soutien. Plutôt que de signer des pétitions, ou d'aller brandir le drapeau européen sur les places de Kiev, comme si elle était déjà conquise, engageons le dialogue et aidons à construire en Ukraine, ce qui sera la démocratie de ce pays.

Trouver de nouvelles voies pour mettre en place une autre politique de voisinage, trouver un équilibre entre des communautés régionales voisines, dans le respect de l'identité de chacun, ce serait là la grandeur de l'Europe. Un défi à relever par les citoyens de l'Euroland, auquel Newropeans attachera toute son attention. Pour l'Ukraine, il faut agir maintenant!

*Marianne Ranke-Cormier*

[http://www.newropeans-magazine.info/Ukraine-L-UE-est-responsable-Il-faut-agir-maintenant\\_a29.html](http://www.newropeans-magazine.info/Ukraine-L-UE-est-responsable-Il-faut-agir-maintenant_a29.html)

## Migration needs Guidance, not Walls – NewEuropeans-Magazine - Walter R Hunziker (October 6<sup>th</sup> 2006)

Water will always flow from high to low grounds, migration will always move people from poor to rich countries, from danger to safety. This historic natural process cannot be stopped by any wall.

However it can be guided in a positive way. The recent uncontrolled influx of refugees and their families creates new socioeconomic assimilation problems for the EU, which led to proposals to stop or reduce immigration by spending millions on reinforcing frontier controls and building higher walls on their borders.

The word immigration leads to discriminatory one-sided views and reactive resistance preventing any sustainable solutions. Europeans should not forget that migration for hundreds of years was a major solution to their economic, demographic and political problems, when thousands of courageous and determined Europeans migrated to far-away places in search of better living.

Today's typical immigrant to Europe is also a courageous and determined person, driven by the same desire. To find sustainable solutions to this problem the immigrants' real motives should be studied. They do not primarily want to move to the EU, they usually come from rural areas and only seek: SECURE URBAN LIVING, i.e. EDUCATION, SECURITY, HEALTH, CHALLENGING WORK AND MODERN LIVING CONDITIONS.

Migrants therefore want to move primarily to cities. In the coming years up to 90 % of the present rural world population will live in steadily growing cities. As most of these so-called „cities“ are in fact only mega-villages rarely providing the dreamed-about urban living conditions, the more courageous migrants will go on and attempt to reach western urban destinations, which they hope, will offer them all the desired amenities.

**EDUCATION:** Our foreign aid programs include scholarships to European universities. However, many of those selected, remain in the EU, producing the much criticized brain-drain type of immigration. To secure their returning home, scholarships should not be offered in the EU, but in close-to-home Universities. If such are not available, they should be created in cooperation with top EU educational institutes in secure territories. Such education-programs, instead of being brain drains, would become brain-nurseries with a good chance at retaining their graduates in their country **SECURITY:** Physical insecurity is a major reason for migration from non-democratic countries. Such refugees deserve help; they often are persecuted because of strong beliefs and usually want to return home to improve conditions. Economic and legal insecurity are other reasons for migration of people who possess wealth or create wealth through initiative. A move which will make the eradication of poverty impossible World problem regions should provide safe territories for such refugees. Hong Kong was and may be still is, together with Singapore, such a place that prevented many Chinese from migrating to far-away shores, and finally lead to an efficient repatriation of talents and capital.

**HEALTH:** In developing problem regions health services are often dispersed, incomplete and unable to provide the desired protection. Comprehensive, reliable and affordable health services can best be offered in a selected secure performing urban environment, located close

to the problem region, thus reducing the need for costly expatriation to western cities.

**CHALLENGING WORK:** Developing regions need initiative, innovative, practical and technical minds to improve general living conditions. Sustainable economic growth depends on creating nursery platforms for innovation, places where top work conditions are offered to the future equals of Edison, Ford or Rockefeller, people who will create an environment where no-one will even think of migration.

**MODERN LIVING CONDITIONS:** Today, TV, Internet, newspapers, etc. are accessible anywhere in the world and let many people dream of a better life. They need guidance to reach their goals. Social and economic obstacles often prevent the deployment of natural talents. Migration liberates individuals from oppressive, rigid and cultural constraints, overcoming class or gender barriers. Migrants must learn to respect new systems of law and order. The first generation migrants usually are poor, afraid of being sent back and will accept new conditions. The second generation however usually obtains citizenship rights at birth. However, depending on family ties, they will keep some of their foreign mores, leading to assimilation problems and creating a loose „inbetween“ positioning, with missing life guidance. At that stage the process is not reversible. The EU is responsible to guide the original immigration and the assimilation of the second generation. In a humane responsible way. Criteria to that end must be valid for the entire EU and cannot be left to “ national” interpretations, if chaos is to be avoided.

**MIGRATION ENTRY PLATFORMS:** Instead of a „laisser-faire“ immigration spreading slowly over the entire continent, entry platforms are proposed, where candidates are screened, informed and when necessary trained for the possibilities open to them. The candidates and the receiving states would pay this stage. Today, immigrants often pay enormous sums for illegal transfer services, sometimes risking their lives, and the receiving states support the costs of failed immigration. These platforms could be attractive independent territories and even become final destinations for migrants. Current illegal EU immigration concerns the following zones: STRAIGHT OF GIBRALTAR, CANARY ISLANDS, SICILY, SARDINIA, MALTA, CRETE, the EASTERN EU BORDER from GREECE to FINLAND

THE STRAIGHT OF GIBRALTAR ZONE is a first choice for the proposed migration entry platform. It includes TANGIERS, a city with an international past and the historic colonial heritage of BRITISH GIBRALTAR and SPANISH CEUTA. This zone, connecting Mediterranean and Atlantic and also Europe and Africa, (there are plans to build a tunnel) is of great geostrategic importance and also a major route for illegal migration.

It should be possible for the concerned states: Morocco, Spain and Great Britain, the EU, to set aside a territory to create the above described entry platform with the desired urban services. At first it might resemble a university campus with about 1km<sup>2</sup> surface.

It could then grow in phases to become an international urban territory with a surface comparable to Hong Kong, 100 km<sup>2</sup> or more, including space for its own airport, harbor, Business, industrial, recreation districts and all other urban services and land-uses. The steady flow of young migrants, eager to learn and realize their life dreams, would provide the human resources needed to attract the necessary investments to assure a sustainable successful development.

**ASSIMILATION PROCESS:** 2nd Generation immigrants with assimilation problems should have a chance to resolve them in special training programs. During wartimes, immigrants were drafted to serve in the armed forces of their chosen residence state. This experience lead to successful integration into the new community' way of life. In today's „laisser-faire“ world,

“Immigration Academies” inside the concerned states, should be created for public service, including educational programs. This would help to stabilize a group of often undisciplined and unemployed young 2nd generation immigrants in need of guidance.

*Walter R. Hunziker*

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/4664/86/>

## **NON à tout élargissement d'Euroland tant que l'union politique n'est pas réalisée ! - Harald Greib (7 mai 2014)**

Il y a des choses euro-politiquement incorrectes, mais néanmoins vraies. Et au nom de la vérité, il faut les dire, même si cela doit provoquer une levée des boucliers, un tollé général, de tous ceux qui se croient les gardiens du temple du processus d'intégration européenne. C'est l'élargissement qui a tué le processus d'intégration européenne. Et l'élargissement a été imposé par des intérêts qui voulaient réduire l'Union européenne à l'état de simple zone de libre-échange.

Aujourd'hui, ces mêmes intérêts sont en train d'annexer le marché unique européen par un traité de libre-échange transatlantique, le TTIP. La boucle sera bouclée, les jeux faits, l'Europe réduite au rôle d'arrière-cour de l'Amérique, en lieu et place de l'Amérique du Sud au moment où cette dernière parvient enfin à s'extraire des griffes de son envahissant voisin du Nord. Américains et Britanniques n'ont jamais caché leur jeu : l'Europe, pour eux, c'était un simple débouché pour leurs marchandises, à élargir à l'infini.

Hier trop vite les pays de l'Europe de l'est et trop loin Chypre, aujourd'hui trop loin la Turquie et l'Ukraine, demain absurdement loin la Géorgie. L'élargissement a été le moyen d'empêcher toute idée d'approfondissement : toute idée d'une Europe autonome, maîtresse de son propre destin, en bonne relation tant avec les Etats-Unis qu'avec le reste du monde, était à proscrire.

Sur la base de ce constat, si l'on souhaite que l'idée d'intégration européenne survive, il faut revenir en arrière... et dire des choses comme elles sont : les pays qui se veulent plus américains qu'européens seront à exclure du futur processus d'intégration ; les pays qui ne partagent pas la volonté d'un aboutissement à une union politique européenne n'ont qu'à rester à l'écart de cette évolution. L'accès à la zone de libre-échange, à laquelle se réduit l'Union européenne, leur restera ouvert. C'est ce qu'ils voulaient, c'est ce qu'ils auront. Ils n'auront donc pas lieu de se plaindre. Mais qu'ils n'empêchent pas les autres d'aller de l'avant.

Or « the way forward » (dans un eurospeak parfait), c'est l'Euroland, soit le groupe de pays liés par la monnaie commune, par une union monétaire qui ne sera pérenne qu'à la condition que soit instaurée une gouvernance économique qui assurera son bon fonctionnement par une coordination macro-économique, par une union fiscale et par une union budgétaire, qui aboutira/passera inévitablement à/par l'union politique si nécessaire à la reprise en main des affaires pour le compte des Européens. Mais ceux qui nous ont imposé l'élargissement pour empêcher l'approfondissement ont flairé le danger et mettent tout en œuvre pour bloquer cette évolution. Ils n'ont pas besoin d'inventer une nouvelle stratégie l'ancienne va très bien : tuer l'approfondissement de l'intérieur par l'élargissement.

Pour éviter cela, toute nouvelle adhésion à la monnaie commune devrait ne pouvoir se faire que sous condition d'engagement du pays candidat à partager l'objectif du parachèvement d'une union politique. Après tout, cet objectif faisait partie du traité de Maastricht, qui avait instauré l'union monétaire. Il n'a jamais été abandonné par la suite – mais jamais atteint non plus – car priorité était donnée à l'élargissement, aux dépens de l'approfondissement. Déjà l'adhésion récente de l'Estonie justifie que cette question soit posée. En tant que pays balte, on peut comprendre la crainte de ce pays vis-à-vis de la Russie ; mais en tant qu'Etat-membre de l'Euroland, l'Estonie doit aussi comprendre que la sécurité en Europe ne se fera pas dans la confrontation Russie-Otan, mais dans un système sécuritaire collectif européen. Dans le

monde de demain auquel l'Euroland veut appartenir, la Russie sera un partenaire et non l'ennemie héréditaire.

Vu l'état actuel de l'UE, belligérante et soumise aux Etats-Unis, il faut éviter à tout prix que l'Euroland ne devienne l'UE moins le Royaume-Uni. Le piètre état de l'UE n'est pas uniquement la faute du gouvernement de sa Majesté. D'autres états-membres ne voient l'appartenance à l'UE que comme un passage obligé pour accéder au stade d'état transatlantique et bon allié des Américains. Ainsi en est-il de la Pologne. Au terme du règne des très atlantistes frères, l'élection de Donald Tusk comme Premier Ministre en 2007 semblait signaler la sortie de la Pologne de l'ère post-chute du Mur. Le nouveau dirigeant menait une politique résolument pro-européenne, anti-missiles américains et travaillait à restaurer les liens avec la Russie... jusqu'en juillet 2008. C'est à cette date qu'il refusait pour la dernière fois l'installation du bouclier anti-missile que les États-Unis n'ont eu de cesse de lui imposer. Car en août 2008, il capitulait et déclarait que « grâce au bouclier, l'Amérique et la Pologne seraient plus en sécurité ».

Et dans la crise ukrainienne, la Pologne de M. Tusk a joué et joue encore un rôle primordial dans l'escalade de tensions Euro-Russes.

La Pologne – depuis quelques temps candidate acharnée à l'Euro, comme par hasard – doit décider de la place et du rôle qu'elle veut tenir en Europe : loyal allié des Etats-Unis ou état européen au sein d'Euroland ?

Le projet Euroland ne peut donc aboutir que sous condition de parachever l'union politique en nombre restreint. Ensuite, la porte peut s'ouvrir à tous les candidats prêts à y adhérer dans les conditions préalablement fixées. L'élargissement de l'Union européenne l'a démontré : tout espoir d'un approfondissement dans le cadre d'un élargissement constant est vain. Il faut impérativement respecter le bon ordre.

<http://www.leap2020.net/2014/05/no-to-any-enlargement-of-the-euroland-as-long-as-the-political-union-is-not-accomplished/>

## A Dutch excursion with Mikhail Gorbachev's spokesman (5)

A brief history of AEGEE-Europe from its creation to April 1988", edited by the founder of AEGEE- Europe – Franck Biancheri.

A very surprising and interesting event marked the month preceding the EGEE IV Agora. As I mentioned before, one fine day I learnt that Guennadi Guerassimov, Mikhail Gorbachev's spokesman, was coming to the Netherlands for three days to attend the symposium organised by AEGEE-Leiden on economic relations between the EC and Japan, the United States and the USSR. For this 100-person symposium, AEGEE-Leiden had simply contacted the Soviet Embassy in The Hague to ask for a representative. When a few days before the symposium they learnt that Guerassimov in person was coming from Moscow for three days and, what was more, wished to be shown around Amsterdam by AEGEE-Europe's leaders, Rikstus Oosterhuis and Gideon du Marchie Sarvaas called me immediately and I decided to go to Leiden. We agreed that all three of us would be his guides. My Renault 5 not really being up to the circumstances, Gideon borrowed a large car from his aunt, and off we went to spend a day with Mr Guerassimov.

He was somewhat acerbic throughout the beginning of our excursion. Blessed with a very great sense of humour, he attempted to set us against each other (Dutch against French) or to get us to speak badly of other Europeans (in particular of the Germans). During our visit to the Rijksmuseum his dominating attitude even started to annoy me; we had engaged the services of a very good guide but Guerassimov rushed through the museum almost without looking. When we came out, I deliberately took my time buying postcards to make him understand that we were not at his service. As for Rikstus, he pointed out he was wasting his time trying to play on nationalist feelings with us. It was only after a halt in a bar where we joined Rikstus' parents that he began to relax. And by the end of the afternoon, with a glass of Dutch gin in front of him, we were explaining to him that he had to understand we represented a very concrete example of the construction of Europe that had begun in 1957, an example implanted amongst future EC executives; that the USSR had to understand that the European Community really was a new and lasting thing; and that, furthermore, our generation would never work with the USSR as long as it was not democratised. It was at this point in the conversation that he began to feel tired and decided to go home to bed!

At a great turning point in Soviet history we had thus had the opportunity of spending several hours with someone very close to the master of the Kremlin and of showing him the reality, tangible and full of promise (a promise that we embodied), of that European Community which Gorbachev was trying to dilute in his common 'European house', Did we perhaps help Guerassimov to understand this new EC reality better?

Still on the subject of East-West relations, we had decided to participate in the organisation of the second European culture week, which was to take place in Berlin in June '88 (the first week had taken place a year earlier on the initiative of AEGEE-Amsterdam). This second week, organised by Georg von der Gablentz and in which Johannes Heister was deeply involved, was an opportunity for making contacts in East Berlin, I took part (although I no longer held any position in AEGEE-Europe) and I remember in particular a very instructive walk on the other side of the Wall with Vieri Bracco and Frédéric Pelard (one previous, one present and one future AEGEE-Europe President)!

<http://www.newropeans->

[magazine.org/?option=com\\_content&task=view&id=2707&Itemid=84](http://www.newropeans-magazine.org/?option=com_content&task=view&id=2707&Itemid=84)

**"To know where we should be going, it is useful to know where we have come from"**

(the blue book of AEGEE history by Franck Biancheri)

[http://www.newropeans-](http://www.newropeans-magazine.org/?option=com_content&task=view&id=2720&Itemid=84)

[magazine.org/?option=com\\_content&task=view&id=2720&Itemid=84](http://www.newropeans-magazine.org/?option=com_content&task=view&id=2720&Itemid=84)

**En démocratie, on appartient à une communauté quand on a le sentiment qu'elle vous appartient aussi un peu**

<http://www.cafebabel.fr/article/leurope-selon-franck-biancheri.html>

## Fin 2012 - Le néo-protectionnisme s'impose comme le nouveau paradigme du commerce mondial - GEAB N°57 (15 septembre 2011)



Du fait de la simultanéité de la rechute en récession de l'économie mondiale (1 ) et des échéances politiques majeures affectant les principales puissances économiques de la planète (2), nous anticipons une montée brutale du protectionnisme à partir de fin 2012. Dans sa période initiale, il prendra principalement la forme de barrières non tarifaires diverses, plus discrètes que des droits de douane classiques ; mais il entraînera de facto le plus important bouleversement des conditions du commerce mondial depuis la signature des accords du

GATT (General Agreement on Tariffs and Trade, ancêtre de l'OMC ) en 1947.

Le néo-protectionnisme : Un protectionnisme qui ne dira pas son nom et prendra des habits modernes

.../... Cette tendance se fera bien entendu au profit de zones privilégiées de libre-échanges (blocs commerciaux). La fin 2012 marquera donc une étape-clé dans l'émergence des blocs commerciaux (Euroland-UE-partenaires stratégiques russe, turcs et méditerranéens / Chine-Japon-ASEAN / Amérique latine / Amérique du Nord, ...) qui pourront être soit les piliers d'une nouvelle gouvernance mondiale en matière économique et commerciale, soit les bases de futurs belligérants dans un conflit planétaire à somme nulle au cours de la prochaine décennie (3). Enfin, d'autres pays comme les États-Unis sont engagés dans des accords de libre-échange (4) (même s'ils sont de peu de poids à moyen terme) et sont actuellement trop dépendants du reste du monde (5) pour se permettre des mesures protectionnistes très visibles. Ne serait-ce que parce qu'ils sont désindustrialisés à un tel point qu'il leur est impossible à moyen terme de pallier les importations. C'est d'ailleurs l'un des éléments qui

---

(1) Les récentes prévisions de l'ensemble des organismes de suivi de l'économie mondiale pointent tous dans la même direction, à savoir de fortes révisions à la baisse des estimations de croissance d'il y a seulement quelques mois pour le second semestre 2011 et 2012. Le rebond de la crise financière occidentale dans un contexte explosif de dettes publiques non maîtrisées, d'un Euroland accouchant avec lenteur de sa gouvernance économique et de la paralysie politique complète aux États-Unis sur fond de rechute récessionniste... créent une situation proprement dramatique en matière de commerce international. Sources : [Le Monde](#), 12/09/2011 ; [Financial Times](#), 01/09/2011 ; [CNBC](#), 26/08/2011

(2) Elections présidentielles et/ou législatives aux États-Unis, en France, en Espagne, en Italie, probablement en Allemagne (voir [GEAB N°49](#)), en Russie et changement de direction politique en Chine.

(3) Voir les deux scénarii 2010-2020 dans le livre de Franck Biancheri « [Crise mondiale : en route pour le monde d'après](#) ».

(4) Notamment l'ALENA avec le Canada et le Mexique : le tiers de leurs exportations et le quart de leurs importations.

(5) Notamment de la Chine par la dette US qu'elle détient et car elle représente 19% des importations US. Au-delà des discours officiels qui minimisent le déficit US vis-à-vis de la Chine (puisque, à 270 milliards de \$, il représente seulement 2% du PIB), on peut se livrer à un petit calcul approximatif : la moyenne des revenus des 50 millions de ménages les plus pauvres (près de la moitié des ménages) est environ 20.000\$/an. Si l'on retranche les dépenses de logement (dont le loyer ou l'emprunt), de nourriture, de transport et de santé, on peut considérer qu'il reste moins de 8.000\$ de dépenses par an par ménage, soit 400 milliards de \$ pour ces 50 millions de ménages, à comparer avec les 360 milliards d'importations en provenance de Chine (qui doivent représenter au moins 500 milliards aux US avec les marges des commerçants et les taxes diverses). En d'autres termes, la moitié des ménages américains dépendent de ces importations. À titre d'illustration, le tiers des américains fait ses courses à Walmart (supermarché à bas prix) dont plus de 70% des produits manufacturés proviennent de Chine. Source : [China Daily](#) ; [Wikipedia](#)

explique les échecs répétés des politiques de relance de l'emploi US (6).

Le protectionnisme prendra donc d'autres formes (7). Il existe en effet toute une panoplie de mesures plus discrètes que nous détaillons ci-dessous. .../...

La première d'entre elles, qui aura un impact majeur, est le taux de change entre monnaies. Il n'est bien sûr pas toujours choisi (9) mais peut être influencé. C'est un puissant levier protectionniste qui permet d'abaisser le prix des exportations et d'élever celui des importations. .../...

Les subventions à l'exportation permettent aussi d'avantager les produits nationaux à l'international. À titre d'exemple, on pense évidemment aux subventions européennes et américaines aux agriculteurs, mais aussi en Chine sur certains produits (10).

Plus subtiles, les limites à l'exportation sur des produits de base (matières premières, denrées alimentaires) s'apparentent à du protectionnisme .../... Les limites à l'exportation sont à la mode : récemment, la Russie annonçait des limites sur l'exportation de son pétrole (11) et l'arrêt de ses exportations de céréales (12), la Chine sur son pétrole (13) et ses terres rares (14) (95% de la production mondiale), etc...

Il y a encore la préférence nationale lors de l'attribution des marchés publics. L'affaire récente la plus marquante est le « match » Airbus/Boeing pour fournir les ravitailleurs à l'armée US (15) ; en France, la demande faite à Air France d'acheter des avions Airbus et non Boeing (16) ; augmentation de la part de préférence nationale dans les marchés publics en Algérie (17) ; Buy American Act (18), etc...

Enfin, les normes environnementales et sanitaires exigeantes permettent de disqualifier une partie des importations de moindre qualité, de même que les contraintes administratives décourageantes pour l'importation de produits. .../...

... L'endettement démesuré de tous les pays développés devrait ajouter encore au protectionnisme pour deux raisons :

1. Un besoin de rééquilibrer les comptes qui se traduira par des mesures évitant la fuite des capitaux. L'état des finances ne permettant plus de pratiquer un dumping fiscal, il faudra s'en protéger (il s'agira donc d'un protectionnisme fiscal)
2. L'ère est au « chacun pour soi » comme on peut le voir dans la compétition entre les pays pour accaparer l'épargne mondiale.

De fait, on a assisté ces derniers temps à l'adoption en catimini de lois en Europe (29) et aux

---

(6) Et ce n'est pas la récente proposition du président Obama qui y changera quelque chose puisqu'elle n'aborde aucune question structurelle et qu'elle sera de toute façon réduite à peu de choses dans le contexte de quasi guerre civile des institutions politiques US.

(7) Cependant il n'est pas exclu que des droits de douane réapparaissent à moyen terme (2 ou 3 ans) car il s'agit de la conséquence logique d'une multiplication de mesures protectionnistes plus « discrètes » qui mènent à un affaiblissement du discours libre-échangiste et à un changement d'idéologie.

(9) On ne peut pas vraiment parler de protectionnisme si le taux de change baisse sans que ce soit voulu.

(10) Par exemple le papier. Source : [ChineObservateurs.com](http://ChineObservateurs.com), 15/05/2011

(11) Source : [Les Échos](http://LesÉchos.com), 03/05/2011

(12) Du 15/08/2010 au 01/07/2011, source : [Le Monde](http://LeMonde.com), 15/08/2010

(13) Source : [Le Figaro](http://LeFigaro.com), 13/05/2011

(14) Source : [New-York Times](http://New-YorkTimes.com), 19/10/2010

(15) Voir par exemple [Le Point](http://LePoint.com), 25/02/2011

(16) Source : [Le Point](http://LePoint.com), 12/06/2011

(17) Source : [allAfrica.com](http://allAfrica.com), 19/07/2010

(18) Voir [Wikipedia](http://Wikipedia.com)

(29) Source : [Sidley Austin](http://SidleyAustin.com), 28/02/2011

États-Unis (30) permettant de pratiquer une politique plus protectionniste. Enfin, les pays développés se rendent compte que les capacités de production les plus modernes sont maintenant en Chine, que le discours « la Chine fabrique les produits de base et nous les produits évolués » était une farce puisque la Chine fait déjà ses débuts (voir plus) dans l'aérospatiale, l'aviation, les trains à grande vitesse, l'informatique, les voitures haut de gamme, etc... Le thème de la ré-industrialisation et, pour ce faire, du protectionnisme, a de beaux jours devant lui.

Quelle sera la réaction des autres pays ? Face à des exportations US avantagées et des importations entravées, ils ne tarderont pas à adopter eux-mêmes des mesures protectionnistes. Tout cela devrait avoir lieu fin 2012 suite à la rechute de l'économie et aux renouvellements politiques de 2012. Il faut toutefois avoir à l'esprit que la génération de nos dirigeants (même ceux qui viendront en 2012) est fortement imprégnée par le libre-échange et maintiendra l'illusion dans ses discours d'un rejet du protectionnisme, notamment juste après la rechute de l'économie. L'émergence de l'ère du néo-protectionnisme va accélérer dès 2013 le bouleversement géopolitique en cours.

Certaines zones économiques comme l'Union Européenne et les États-Unis sont assez repliées sur elles-mêmes en termes commerciaux : la somme exportations+importations représente seulement 16% du PIB pour l'UE et 17% pour les USA (34). De plus, ces deux zones sont fortement intégrées avec des monnaies communes. Ce seront bien sûr des acteurs majeurs de cette évolution car ils pourront le supporter et voudront l'imposer. .../...

---

<sup>15</sup> Renforcement de l'arsenal anti-dumping des États-Unis. Sources : [Reuters](#), 26/08/2010 ; [commerce.gov](#), 26/08/2010

## World crisis - The Path to the World Afterwards - Franck Biancheri (2010)

The financial and economic crisis that the world has been facing in the past two years marks the end of the world order established after 1945. In 1989, the “Soviet pillar” has collapsed and we are now witnessing the accelerated decomposition of the “Western pillar” with the United States at the heart of the process of disintegration.

After two decades spent living in the myth of an “ended history” in which our Western camp would be imposed universally, it is almost impossible to imagine “a world after” where tendencies would not be defined in Washington or Wall Street, where “Anglo-American” would not necessarily mean “modern” and where the dollar would no longer be king.

As in Eastern Europe before 1989, neither our media nor our leaders are capable of helping us “imagine the unimaginable”, they are too busy trying to make us “forget the unforgettable”, in particular, the socio-economic consequences of the crisis throughout the world. This book attempts to fill this lack of anticipation of our leaders and elites by giving a concrete vision of the future in Europe and the world by 2020.

What conflicts can this world-after-the-crisis generate? How to prepare for monetary and economic upheavals coming up in the next few years? How can we and should we cope as Europeans? How will interact the emerging powers such as Brazil, India, Russia and China in the first place? What difficulties will these countries meet on their way up? How can our children position themselves to prepare for this world after, as citizens and as professionals?

These are some of the questions that this book tries to answer by providing leads for reflection and action to the individual as much as to the group. Because this crisis we are experiencing is not only the end of the “world before”, it is also an unprecedented opportunity to rebuild a “world after”, provided not to be mistaken about the dangers, challenges and opportunities that lie ahead.

[http://www.anticipolis.eu/en\\_2\\_presentation.php](http://www.anticipolis.eu/en_2_presentation.php)

## D'AUTRES MURS ....

### Israël/Etats-Unis : échanger un Mur inefficace contre la fin d'une guerre inutile - Franck Biancheri (10 octobre 2004 )

L'attentat de Taba vient de le démontrer dans toute son horreur : le mur que construit actuellement Ariel Sharon ne peut pas être efficace à moins que les citoyens d'Israël acceptent de ne plus jamais sortir de leur pays. Les attentats contre la population israélienne se poursuivront car la politique de Sharon ne règle aucun problème.

Elle essaye de faire croire aux électeurs israéliens qu'on peut se cacher de l'Histoire et de ses conséquences. Etrange message pour un peuple qui a tant souffert à travers les âges et qui sait que même l'innocence ne protège pas des désordres de l'Histoire.

Le Mur ne protège de rien sauf à construire également un Toit (pour éviter les roquettes), et à ne plus sortir de ce qui devient en fait une Prison. Désormais, les attaques terroristes palestiniennes (et/ou d'autres groupes arabes ou musulmans) contre Israël se feront à l'étranger. Que ce soit dans l'environnement proche (comme l'Egypte ou la Jordanie), ou bien plus lointain (Europe, Afrique, Asie, Amériques). Ils seront bien entendu condamnés par tous les pays concernés mais simultanément rendront moins bienvenus les touristes israéliens, car ces derniers seront suspects d'être « porteurs de risque d'attentats ». Le Mur mène donc à la réclusion ou bien à l'ostracisme. Quel fin stratège ce Sharon !

Par ailleurs, comme il n'y aura pas de Toit, les attaques passeront de plus en plus souvent par les airs (roquettes, missiles), conduisant la guérilla urbaine palestinienne sur la voie d'une guerre plus sophistiquée. Et surtout, loin de diminuer la volonté des terroristes de s'engager sur la voie du martyr, elle accroîtra leurs rangs et statistiquement ne pourra pas éviter de nouveaux attentats-suicides sur le territoire israélien.

Voilà le Mur d'Ariel Sharon. Un Mur comme tous les Murs dans l'Histoire de l'Humanité, dont les pierres finissent toujours par retomber sur ceux qui croient à la force de sa protection. De la Grande Muraille de Chine au Mur d'Hadrien en passant par le mur de Berlin ou la Ligne Maginot, aucune de ces constructions n'a réussi à empêcher le succès de ceux qui se trouvaient de l'autre côté du Mur. Comme l'histoire des châteaux-forts l'a démontré en Europe. La Muraille protège un temps puis très vite on invente les armes qui la rendent caduque. Au rythme où va l'Histoire aujourd'hui, c'est une question d'années, pas de décennie.

Evidemment absente du débat présidentiel aux Etats-Unis, la question du Mur et de la politique d'affrontement délibéré d'Ariel Sharon sera sans aucun doute l'une des principales pommes de discorde entre Européens et Américains pour les quatre années à venir (que ce soit Kerry ou Bush le futur président). Et en la matière les Européens sont très soudés. Et cette question va vite se trouver en tête des priorités de l'agenda transatlantique dans la perspective du sommet sur l'Irak prévu fin Novembre. Si les Etats-Unis veulent un engagement européen sur l'Irak (en particulier de nouvelles troupes européennes, notamment françaises et allemandes), il leur faudra créer la surprise, une très grande surprise. La seule que l'on puisse imaginer aujourd'hui pour débloquer l'impasse irakienne, et déclencher donc l'arrivée de troupes européennes et arabes en Irak, c'est tout simplement l'annonce par les Etats-Unis qu'ils renoncent à soutenir la politique d'Ariel Sharon (dont le démantèlement du Mur demandé par la communauté internationale) et qu'ils relancent

effectivement le processus de paix en réouvrant les négociations directes Israël/Palestine. Il va s'agir d'échanger un Mur inefficace contre la fin d'une guerre inutile (comme l'a encore montré la semaine dernière le rapport Dueffler). Dans cette logique, Européens et Arabes accepteront très vite le renouvellement des interlocuteurs côté palestinien (le meilleur d'entre eux, Barghouti étant dans une prison israélienne, le processus pourrait être rapide).

Bien entendu, la plupart des observateurs diront « Impossible. Jamais Washington n'effectuera un tel tournant à ce stade ». Peut-être. Mais dans ce cas, Washington doit savoir qu'il lui faudra continuer à assumer seul (ou presque) le poids de la guerre en Irak, l'escalade sans fin du conflit israélo-palestinien et la poursuite de sa descente aux enfers en terme de popularité dans le reste du monde (Europe comprise).

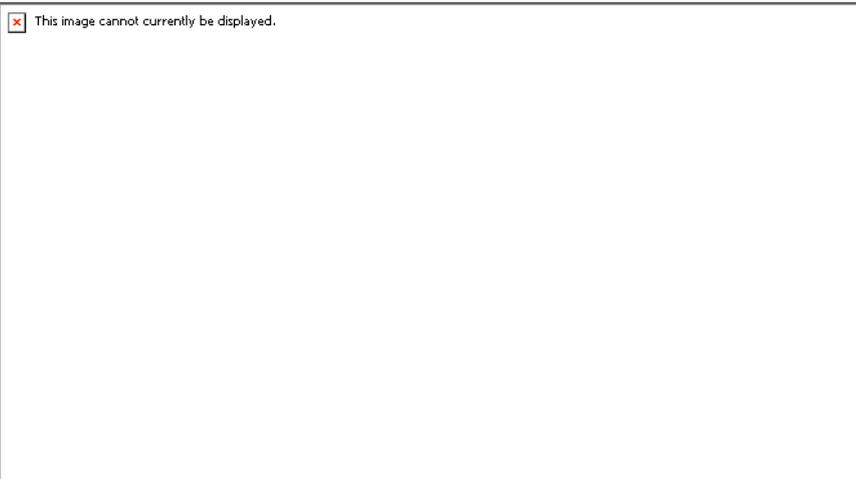
Ce sera pour beaucoup le vrai test du changement si Kerry est élu. Pour Bush pas d'illusion, il l'a d'ailleurs répété lors du dernier débat : il n'est pas homme à agir pour faire plaisir à « certains en Europe ». Heureusement, l'espoir est permis. Au vu des sondages, il semblerait qu'il y ait un nombre croissant d' « Européens » dans son propre pays.

Franck Biancheri

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/899/309>

## Upon whom will the ashes of Baghdad fall down ? ... The three post-war scenarios regarding EU-US relations - Franck Biancheri Archives

On March 17th 2003, on the eve of the US invasion of Iraq, Franck Biancheri published three scenarios attempting to describe the war's possible consequences. Among the three he qualified one as most likely to happen. Because of its striking anticipation of what is indeed happening today, we have decided to put it online again.



In May 1997, in Washington, at the 'Bridging the Atlantic: People to People' conference, organized by State Department, EU Commission and Dutch Foreign Affairs, we (a bunch of European and American citizens coming from NGOs and academia) invented TIESWEB in order to increase the relations between European and American civil societies because we were

convinced that Internet will boost the influence of citizens in the sphere of international relations.

In April 2000, in Atlanta, I told a US audience of experts on Transatlantic relations gathered for the 'Transatlantic 2020' conference, that in the coming years the US would 'land in history' as they would painfully experiment the fact they could no longer ignore the weight of the rest of the world on their own decisions, contrary to what they could afford doing in most of their past history. The past two years seem to have tragically proved this analysis true.

In October 2001, TIESWEB Board decided to plan for November 2002 in Miami, a big congress called 'Reshaping Transatlantic Relations for the XXIst century: the citizens' perspective' because we were thinking that EU/US relations were coming to a point where they will require a complete reassessment; and that public opinions will play a much greater role in the future, next to business and governments.

In all three cases, most 'experts' of Transatlantic relations found our initiatives or analysis irrelevant or pure speculations. This says a lot about the 'experts' ability to anticipate when things go into crisis and drastic changes. And here definitely we are amidst a major one regarding EU/US relations.

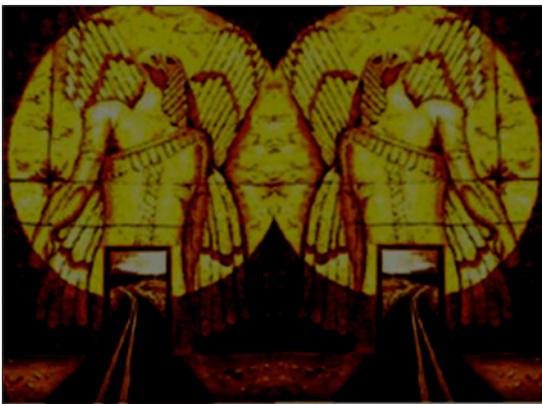
Therefore as a citizen promoting European construction for 17 years, and for about 6 years now, with TIESWEB, contributing to enlarge Europeans-Americans dialogs at citizens' level, I feel compelled to share with my European and American friends what the current crisis tells me about tomorrow, about the EU, about the US and about their relations after the coming Gulf War II. Much of what made this relation in the past 50 years has already been destroyed;

much more will be in the coming weeks. For me, that says only that a lot will have to be rebuilt tomorrow.

Preparing a coalition of willing citizens to rebuild Transatlantic relations To be successful, the 'coalition of willing citizens' from both sides eager to reshape EU/US relations has to be clear now about why we got there and what are the possible consequences of the coming war. Tomorrow's EU/US relations would have to be cleared from the people and ideas who led us where we are today if we want them to be both stable and useful for the rest of the world. This work has to start now, before the war even starts. As indeed, much will have to be discussed and rebuilt between the EU and the US.

Three major scenarios for the post Gulf War II world disorder

Let's get a bigger picture and look at consequences on the Transatlantic relations as well as on each side of the Atlantic Ocean. The growing complexity of EU/US relations will enter into a process of simplification in the coming months with coming Gulf War II. This war will only leave three main gates to enter our common future.



## 1. The Gate to Heaven?

The US administration's perfect war: Gulf War II is 'the perfect war' as planned by US and UK officials. A few weeks of combat with limited military casualties on the US/UK side and limited civilian casualties on Iraqi side. Then, in a matter of six months, the stabilization of Iraq allows a peaceful process of transmission of powers to a new civilian democratic Iraqi regime, while a renewed peace process in the Middle East opens a new era of stability and peace

for the whole region and the world.

If this scenario becomes reality, then the consequences are pretty obvious:

- US leadership on world affairs will be even bigger than now
- Internally Americans will give long lasting support to the three groups defining Bush's vision of the US (faith addicts, business opportunists and ideologists)
- Externally Washington will move fast to reshuffle the UN system and will most probably try to get rid of France as a permanent member of the UN Security Council (knowing that any reshuffling of the UN Security Council will lead to the suppression of both French and UK seats, to be replaced by a European one).
- European Unions attempt to build a Foreign Policy of its own will be totally stopped
- Nato will be reshaped as a 'coalition of the willing' supporting US objectives
- European points on world agendas will be almost all skipped in favour of US ones.

But, as a matter of fact, it is important to keep in mind that this 'perfect scenario' is already impossible to achieve as for months; the Bush administration has repeatedly failed to convince most of its closest allies to support the coming war. In terms of strategy, the drift away from the perfect scenario is already very significant.



## 2. The Gate to Hell?

The US Administration war nightmare: Gulf war II is the "mother of all nightmares" as expected by Saddam and feared by many around the world

(including in the US and Europe). This is the exact opposite outcome compared to the previous one. The war has to last more than a few weeks as Iraq is not rapidly secured by US forces. Months after the invasion, the country is still split in chaos with various groups (Saddam loyalists, religious or ethnic groups, ...) fighting among each other and with the US/UK forces. Death toll of Iraqi civilians goes up by thousands every month; while hundreds of US and UK soldiers get killed or wounded. Neighboring countries enter the game in order to take their share of Iraq or to prevent chaos to enter their own borders. Oil prices rocket to the sky and trigger a worldwide deep recession. Terrorists attacks are perpetrated against US and Western interests in the world. Israel/Palestine relations move towards an even greater level of conflict.

Only half of these possibilities do represent a nightmare scenario. Not only for the US but for the whole international community.

International consequences are numerous:

- UN has to come at the rescue of US/UK and will impose conditions to both countries regarding the war outcome; most of Bush's global agenda is turned upside down and the US administration is obliged to comply with the very multilateral processes it intended to free itself from.
- US weakness creates a big vacuum in world order and weakens the whole UN and ability to enforce international law; meanwhile it loses all the moral credibility accumulated in past decades.
- EU's will to create a foreign policy of its own is considerably strengthened and accelerated with UK being sidelined as a credible player, while the French-German alliance is setting major goals
- Prime Ministers Blair and Aznar are obliged to resign
- In the US a major political crisis is started with two sides getting more and more at odds: the Bush side complaining of lack of support from allies and Democrats; while Democrats call for a 'regime change' in the US. The coming presidential election in 2004 sees an extremely polarized campaign.



### 3. The Gate to tomorrow's world ?

The US landing painfully into history, with the UN to rebuild: Gulf War II, as already many signs indicate it, will mark the end of the era opened after WW II and ends up the 'era of superpowers'. Globalization shows the limits of any power, even the biggest one.

Probably, history will follow a path somewhere in between the two previous scenarios, combining elements of both. But even in that case, some major consequences may be identified:

- The US will lose most of its moral credibility, patiently built up by generations of Americans. In terms of global public opinion, it already has lost the war. Only a very unlikely "perfect war" scenario could limit (not even prevent) the damages. Many in the Administration today will say that this is not very important, or that success will bring it back. Both assumptions are wrong: first, when you are in a dominant position, your domination is far more acceptable when it is rooted in some recognition of moral (which

also means cultural) domination. Without it, domination rapidly becomes difficult to accept, if it does not generate negative reactions, making the domination even more complex to manage. Second, it cannot be rapidly brought back, and it can never be fully brought back, as it is like a capital, which has been wasted. And this international loss will also be felt internally, creating a growing discomfort among American citizens, increasingly dubious of their own country moral standards.

Let's be extremely clear on that issue: today the US Army is the only 'American pillar' still intact in US citizens' mind. In recent years, Church, Corporate America, Hi-Tech Pioneering America (NASA) and the Presidency itself have been torn down with failures and scandals. A serious military set-back would generate an extremely strong wave of doubts throughout the US.

- The cost of the war (which will not be paid by the allies) will drag US deficits of all kinds towards deeper negative trends, enhancing already existing tensions within the US in terms of funds for education, for social protection, for environmental protection, ... and for job-creation. The US is indeed an empire (as a political power), but contrarily to current well-shared conviction, it is already a decaying empire. The turning point took place somewhere in the 70s and was massively overshadowed by the collapse of USSR and the Internet bubble. Till the 70s, the sheer size of US economy and its political as well as intellectual (education, research, media, ...) advance compared to the rest of the world allowed it to truly be 'above history', not seriously affected by the rest of the world's evolutions. Today, and for about at least 2 decades, this is not true anymore and we are the witnesses of the US landing into history, discovering that it still is the biggest one, but not anymore big enough to ignore constraints coming from the rest of the world. Therefore whatever are the expectations put in Washington behind Gulf War II, they will only be met with limited and short-lived results because reality has definitely changed and will not come back to the 50s.
- Europeans will move forward to forge a European Foreign and Security policy. Maybe not all Europeans at once, but a core group of Europeans, those who lived extremely negatively the whole Gulf War II preparation phase. France and Germany will definitely be core to this group. But Spain will most certainly join as soon as the current government will leave the place to a new one. Eastern Europeans' support to US positions will fade away in a matter of 4/5 years, the required time to pave the way for a new generation of leaders over there. One thing has to be said: Europe's young generations (all through Europe) do not feel positive towards the current US power (and they do not remember WW II!). The current game played by the US with a few mercenary-governments, trying to jeopardize even more the weak emerging EU foreign policy, has left extremely bitter feelings among young Europeans who are in large majority pro-European integration. Imagine tomorrow Europe trying to play California or New Mexico against Washington? What would US feelings be in that case? Bad tricks have been played on both sides and they will require a lot of healing.

### **Leadership crisis on both sides of the Atlantic :**

All those powers lacked a capacity of coordination which prevented them to propose and led them to oppose (e.g. contributing to support the US-led troops in the Gulf in order to weigh on decisions, avoid the arguments saying that they do nothing, increase pressures on Saddam, and come with a comprehensive proposal for enhancing stability and democracy in the Middle East ... which is indeed a true issue). The EU lost the 90s decade to prepare itself for the big tests of reality: political management of the Euro, enlargement to 25/27 countries and conducting a foreign policy of its own. Therefore it finds itself today amidst the calls for action

with neither the instruments ready-to-use nor the leaders able to go beyond national visions. In a surprising parallel, a leadership crisis is simultaneously affecting both sides of the Atlantic: while in the US the growing Washington parochialism is marking a declining ability to understand the outside world, in the EU the incapacity of the leadership to overcome national perspectives and to really develop a European vision is conducting to the incapacity to pro-act.

#### **-> The EU:**

The consequences of its divides show how much its unity matters. The European Union, appears clearly has a major component of the current crisis, strangely enough because of its internal divides.

They are of two kinds:

- among leaders themselves (on whom most analysts have focused as it has the main impact on the current crisis)
- between some leaders and their public opinions.

Before getting deeper into the analysis, let's get rid of the purely absurd divide between 'Old and New Europe'. Europe is an old continent and all its components are old. If there is anything new in Europe, it is the European Union. The candidate countries are just going through the painful process of integration into this new European political entity. In a matter of a few years, differences within the EU will as always be between national interests and visions and not between older or younger members.

#### **-> Spain and UK vs France and Germany?**

The most relevant divide between leaders is definitely the divide between the UK and Spain on the one hand; and Germany and France on the other hand. UK and Spain support the US position for a war with Iraq (though I really wonder what the Spanish government's support really means, as it does not even commit troops for this war?); while France and Germany oppose. To look at the consequences of the war, it does not seem to me useful to spend much time on looking further at this leadership divide: for one reason at least, it is very much linked with the very individuals currently in charge and who will no longer be in charge in 3 to 5 years at most. This is even more true for Spanish government's position which does not even commit troops and faces the highest level of public opinion opposition to the war: its positioning is totally linked to the current government and does not root itself in any long term trend (but a certain bad feeling with the German-French arrogance).

Spain and UK vs France and Germany? Or Aznar and Blair vs most Europeans. So let's concentrate on another question: Are both sides of equivalent long term significance? I do not think so. The UK/Spanish camp is facing a strong internal public opinion opposition to the governmental stances; while the French/German side is on the contrary heavily supported by its public opinions. This does not say who is wrong or right (as indeed leaders are not supposed to follow their people, neither are they supposed to ignore them); but it says who is speaking in name of a people or who is speaking in his own name, with a certain idea of its country- (or party-) interests. And currently it matters much as public opinions are not just getting suddenly emotional on a topic they just discover. Iraq is a 12 year old issue now. A first war already took place and was supported by public opinions. Citizens are well informed and the media cover extensively the debates on the possible new war. Just by zapping throughout European TV channels on Friday afternoon, one could see that in every European country one or the other national TV channel was broadcasting live the debates at UN Security Council. Public opinion made its mind and is very unlikely to change it in the coming months. And in Spain/UK or others of the same camp, not only did leaders failed to change their public

opinions mindset; but on the contrary they are losing every day more support.

-> Europeans do think the same now; it is only the voice, which is missing.

From what we have been seeing in the past months, from Romania to Ireland, European public opinions for the first time are converging on a major international crisis to a level such as we can call it 'the European public opinion'. And French, German or Belgian leaders do currently embody the very policy this emerging public opinion is calling for.

Europeans do think the same now; it is only the voice, which is missing.

This says two things:

- This crisis is definitely helping out in the future shaping up of European Foreign Security policy as it shows that on major issues, Europeans (and I do not mean leaders but citizens) can converge and identify common interests. For the upcoming generation of European leaders, this is going to be a major intellectual asset when in 5/10 years they will have to start shaping up this new 500 millions people political entity.
- Europeans do not see the future of EU Foreign policy as a mere supporter of US policy but rather as a partner in co-defining policy goals and methods.

Now comes my conclusion.

In almost all scenarios but the first one we are heading to major confrontations between the EU and the US. Not that American citizens and European citizens are doomed to disagree more and more.

On the contrary, they are closer than ever before. But the top of our two political entities are taken into a spiralling opposition process. The major intellectual debate about multilateralism is just about this growing opposition.

The US elites have huge difficulties to understand that this multilateral process is just the normal way of life for all other countries on the planet and that "volens nolens" the US is also joining the club because it is no longer what it used to be. Whether US elites will learn the game is definitely the big question of the next decades.

Europeans on the other hand have to assume the growing power nature of their political entity (it is also by using its potential power that it will help stabilizing global arenas). But they need to also pay the cost of it (shaping up a proper European vision, assuming defense costs, ...). Even for the US it will be a better situation. Indeed you'd better have a strong partner knowing what it wants, than an insecure one always wondering where it stands.

But to reach that level Europe's require European elites. They are still not in power, but the upcoming European generation may deliver them.

And now to end it all, one question. Even if I have started to learn a lot about the US in the past decade, I am far from pretending knowing the Americans. But I know that part of the answer for future EU/US relations will come from the American up-coming generation. So my question is:

What kind of country do this generation think they live into, they will run? In which world? Out of which of the above scenarios do they think their country will emerge?

Franck Biancheri, first published 17/03/2003 NewropMag (archives).  
<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/10567/352>

## Banlieues françaises - il est temps de faire tomber le « Mur de Paris » - Franck Biancheri (Novembre 2005)



Les banlieues sont bien entendu partout en France. Chaque grande ville a sa couronne de faubourgs, comme on les appelait autrefois. Et depuis une trentaine d'années, nombre de ces banlieues possèdent des quartiers qui se sont transformés en ghetto où la France a entassé un grand nombre d'immigrés et leurs enfants. Parallèlement, conscients du caractère explosif croissant de ces zones de sous-citoyenneté, dépourvues du minimum de services publics (éducation, santé, culture, sport, ...) disponibles aux autres Français et rongées par un chômage massif, les élites françaises et l'Etat ont alternativement utilisé la charité et le « politiquement correct » (les socialistes) ou bien la force (l'UMP) pour acheter/imposer un calme relatif des banlieues. Aucun projet de long terme, mobilisant le pays lui-même face à un problème structurel mettant en danger le tissu social français, n'a jamais été développé et encore moins mis en œuvre.

▫ Pourtant, comme tout en France commence et finit à Paris (pour le pire comme pour le meilleur), on peut imaginer un projet fort qui permette de résoudre le problème durablement : supprimer la banlieue en étendant Paris à sa Petite Couronne (passant ainsi de 20 à 40 arrondissements et ajoutant 2 millions de Parisiens à la ville) et en enterrant le périphérique et les principales entrées d'autoroutes dans la capitale, c'est-à-dire faire tomber le « Mur de Paris » qui à lui seul incarne le fossé entre les deux mondes du centre ville et de la périphérie.

Mais avant de revenir plus en détail sur cette proposition, revenons sur la nature même de la crise actuelle. La question des banlieues est emblématique en France non pas de l'échec du modèle d'intégration, qui fonctionne bien pour l'immense majorité des enfants d'immigrés[1] ; mais d'une incapacité des élites, de l'Etat et de la société française à affronter efficacement la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle. S'il y avait eu échec du modèle d'intégration « à la française », ces jeunes auraient revendiqué au nom de l'Islam, ou pour le port du foulard islamique à l'école. Mais ils ne l'ont pas fait, et bien au contraire[2] ils demandent l'égalité de traitement avec les autres Français.

En effet, avec son taux de mariage mixte de 25% (contre pratiquement quelques pour cent pour les minorités turques en Allemagne ou presque rien pour les communautés pakistanaises au Royaume-Uni), avec la mixité des « bandes » qui manifestent (chose impensable dans les pays qui ont choisi le multiculturalisme avant de l'abandonner ces dernières années suite aux prises de consciences post-11 Septembre qu'il était totalement inadapté à la situation européenne), le modèle français continue à être une solution qui fonctionne plutôt bien.[3]

Les problèmes se posent ailleurs. Ils tiennent à une maladie beaucoup plus fondamentale de la société française qui prend la forme du renoncement de ses élites à affronter les problèmes essentiels, du renoncement de l'Etat à jouer son rôle sur l'intégralité de son territoire, du renoncement de la société dans son ensemble à reconnaître que l'intégration « à la française » a des contraintes, dont celle d'assurer une égalité de fait, et pas seulement formelle, à tous ses citoyens.

D'une certaine manière, cette absence de projet collectif, et du corollaire indispensable de toute vision d'avenir, à savoir la nécessité d'un effort collectif, d'un partage des efforts comme des résultats, touche aujourd'hui bien d'autres domaines que celui des banlieues. La

disparition de tout projet français pour l'Europe en est un autre exemple, dû lui aussi à une cause centrale: le renoncement des élites à affronter la réalité pour se vautrer dans des luttes de pouvoir internes, au sein de leurs partis, de leur appareil d'Etat et de leurs centres villes bien confortables.

Le gouvernement actuel, et son Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, en particulier, porte une responsabilité essentielle dans le déclenchement des émeutes récentes. En tenant un discours provocateur et purement répressif pour des raisons électoralistes (séduire l'électorat du Front National), ce dernier est en train de connaître le destin de tous les apprentis sorciers en se brûlant lui-même et en se faisant demain dépasser sur sa droite par plus démagogue que lui (voyez De Villiers). Parallèlement, en essayant d'introduire de manière répétée des composantes du modèle multiculturel qui a pourtant échoué partout en Europe (l'Allemagne, la Belgique, la Hollande l'ont désormais abandonné), via sa tentative de lier intégration et communautarisation, notamment religieuse ou celle visant à privilégier la discrimination positive qui ne sert là encore que la communautarisation, il a constamment porté ses dernières années des coups au processus d'intégration qui a lentement mûri à travers 150 ans d'immigration en France.

Parallèlement les années Chirac sont marquées par l'inexistence d'une tentative même vague de résoudre le problème de la "ghettoisation" de certaines banlieues. Là encore, en jouant sur l'insécurité pour discréditer son opposition de gauche, il n'a fait que servir son opposition de droite, sans rien résoudre. Il a même fait pire, en empêchant l'éclatement de ces ghettos via l'obligation pour chaque commune d'accueillir des logements sociaux. Le refus d'imposer cette obligation aux communes riches est un exemple flagrant d'irresponsabilité politique. Quant à la gauche, l'exemple du PS actuellement, préoccupé par ses querelles internes et votant des lois d'urgence, en dit long sur sa déconnexion de la réalité.

Gouverner, c'est prévoir. Et diriger, c'est orienter. Depuis près de deux décennies, il n'y a plus ni prévision, ni orientation au sommet de la France. Il n'y a plus que l'apparence du gouvernement et l'illusion d'une direction. C'est donc bien l'ensemble des élites politiques (mais médiatiques et culturelles aussi qui entretiennent des relations quasi-incestueuses avec la première) qui sont responsables de ce renoncement, de ce refus infantile d'affronter la réalité en laissant les gens se débrouiller avec elle, au jour le jour. Pour rester tranquille, ces élites se contentent de beaux discours, d'un peu de subventions et de supplétifs (travailleurs sociaux ou policiers) pour faire le sale travail. G.W. Bush et Tony Blair n'ont rien fait d'autres avec l'Irak et leur prétention d'y apporter la démocratie. Dans nos banlieues c'est l'égalité et la fraternité que travailleurs sociaux et policiers sont censés apporter.

Le problème des banlieues tient donc lui aussi essentiellement à la remise en marche de la démocratie qui impose aux élites de répondre aux attentes des citoyens et aux problèmes de la société, tout en proposant à ses citoyens des solutions qui rassemblent, qui respectent les valeurs de cette même société et qui permettent un jeu à somme positive où tous les acteurs gagnent, à condition qu'ils partagent les efforts communs.

▫ Alors, si Paris joue bien son rôle d'entraînement du pays, c'est à Paris que doit commencer la transformation.

Le gouvernement, l'Etat (car la haute administration doit également jouer son rôle d'impulsion) et les Parisiens doivent faire une offre irrésistible, emblématique et à la fois porteuse de changements concrets à la mesure du défi.

Après 150 ans d'immobilisme, la frontière de Paris doit à nouveau bouger.

Elle doit le faire rapidement et massivement, pour rattraper 150 ans de sclérose urbaine (le dernier arrondissement de Paris, le XX<sup>e</sup> a été créé en 1860). Les deux millions d'habitants de la Petite Couronne doivent savoir qu'ils sont bien des Parisiens à part entière, comme le sont leurs homologues de Londres, Berlin ou Rome (car Paris est la plus petite des grandes capitales européennes, avec deux millions d'habitants contre 2,6 à Rome, 3,5 à Berlin et plus de 7 millions à Londres).

Parallèlement, en devenant parisiens, habitant d'un des 20 nouveaux arrondissements, outre leurs nouveaux pouvoirs politiques obligeant le maire de Paris à désormais prendre en compte leurs attentes (au lieu de se limiter à les inviter à Paris-Plage quand les Parisiens sont ailleurs en vacances ; ou comme son prédécesseur Tibéri, à dépenser des sommes folles pour son petit 5<sup>e</sup> arrondissement), ils découvriront le cœur du vaste projet de reconstitution du tissu urbain du « Grand Paris », à savoir l'enfouissement du périphérique et des principales entrées autoroutières dans la capitale afin de restaurer la fluidité des relations entre le cœur de Paris et son corps.

Voici l'axe d'une proposition, très « Newropeans » dans son esprit, qui s'inspirant de la situation des autres capitales d'Europe et de la situation réelle des modèles de gestion de l'immigration dans l'UE, peut proposer une vision d'avenir concernant l'une des grandes capitales de l'UE. Une telle réponse au problème des banlieues parisiennes aurait un effet d'entraînement immense pour les autres villes françaises et dans d'autres métropoles européennes. Par ailleurs, elle donne une orientation à la politique de l'UE en la matière afin d'éviter que le milliard d'Euros dont a parlé hier le président de la Commission européenne Manuel Barroso ne finisse à nouveau en projets éphémères ou en palliatifs sans avenir.

C'est un projet sur 10 à 20 ans qui peut mobiliser durablement une génération entière de citoyens, d'élus locaux, d'associations, d'experts, d'architectes, d'urbanistes, de fonctionnaires et de politiciens nationaux.

Les Allemands et les Berlinois ont su faire en 15 ans de leur ville divisée et meurtrie une des plus modernes et agréables capitales d'Europe. Je n'ose croire que les Français et les Parisiens soient moins audacieux et compétents pour eux aussi « faire tomber leur mur », périphérique celui-ci, et affronter directement le défi de bâtir une capitale du XXI<sup>e</sup> siècle, au lieu d'entretenir une relique du XIX<sup>e</sup>.

Franck Biancheri, (15/11/2005)

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/2954/309>

## Fast-forward to the Past : Did you say 'Free World' ? - Franck Biancheri (March 24th 2004 )

Past months have seen the growing use by some political leaders, journalists or experts of the expression 'Free World'. The 'Free World' is called, among other things, to combat terrorism, to promote democracy, to defend free market economy and so forth.

To read and listen to these two words 'Free world' makes me feel much younger, at least 15 years younger. This expression is typical from Cold War time when the 'Free World' (we) was fighting the 'non-Free world' (them, essentially the Communist block). So I find myself wondering whether the 'Reds' are not back, or whether Cuba allied with North Korea is launching a major attack on Western values and civilization?

As far as we can rely on intelligence and secret services (and we know that assessing this reliability is a pretty tough job), I can give you some relief: NO, Fidel Castro's army and North Korean troops are not going to defeat Western civilization achievements such as, for instance, soap operas or reality shows. The first one is mainly busy preventing his people to fall asleep during his neverending speeches; while the other one is dedicating all his energy to starve his population while negotiating his dictators short term interests with part of the 'Free (us) and not so Free (China) World'.

Speaking about China, it drags me indeed to the post Cold War concept of 'Not so Free, but Nevertheless Good Business Partner World'. Between 1949 and 1989, we had 40 years of pretty clear-cut vision of the world: we were the 'Free World', they were the 'Communist Block'. Everybody had to belong to one or the other side. Since 1989, things are getting much more complicated. First, beside Castro and Kim Il Jung II, almost nobody wants to belong anymore to the Communist Block. Even China is now officially accepting the concept of private ownership, which definitely should make them soon a full-member of the 'Free World'. Why not? Pinochet was belonging to the 'Free World' too. And I am not yet 100% certain but it seems that Pakistan is being taken on board by us, the 'Free World'?

Let's be clear: freedom and human rights are less than ever a compulsory component to be a full member of the 'Free World'! You seem to be a bit surprised? Let me explain: it is not the individual who has to be free, but the world. The expression is not 'World of Free People' or 'World of Free Citizens' or 'World of Freedom'. No, it is 'Free World', meaning that this part of the whole world is free. Free of what? Free of doing what? Well, that I must say is still unclear to me but I am working on it. But I am certain that it must be a nice thing.

Nevertheless, I love the concept of 'Free World' because it makes all of us much younger (seniors can even feel like 55 years younger, back to the time of Churchill and Truman). It makes us think that the world is extremely simple and obvious, with 'us' and 'them'. No worries; though I have this question which keeps coming back into my mind : Those leaders using today the 'Free World' concept, do they use it because they still think they live at the time of Churchill and Truman? Or because they want us to believe it? In both cases, it may be pretty worrying.

Franck Biancheri

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/805/309>

## Le pouvoir européen reste très 60s/70s - Franck Biancheri (Février 2004 )

Pas de générations montantes au sein du pouvoir européen. Ni jeunes générations, ni secondes générations d'immigrés, rien de tout cela. Qu'il soit national ou communautaire, le pouvoir européen est très 60s/70s. Non pas qu'il soit branché, loin de là. Il est tout simplement vieillissant, monopolisé par cette génération du baby-boom, moulée intellectuellement dans les années 60, qui a pris les commandes dès la fin des années 70.

Mais bien entendu cela n'affecte en rien le dynamisme de nos élites et des institutions qu'elles habitent depuis plus d'un quart de siècle. La panne de vision d'avenir pour la construction européenne qui date d'au moins une décennie n'a bien sûr aucun rapport avec cet immobilisme générationnel ; pas plus d'ailleurs que l'absence d'immigrés de la seconde génération dans les cercles du pouvoir. « Jeune toujours », le mot d'ordre de cette génération gâtée, scout des engagements qui rapportent (en visibilité médiatique, en vente de livres, en prébende de l'Etat, ...), empêche même d'imaginer que la jeunesse ne soit plus aux commandes.

Je parle bien entendu ici pour la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Scandinavie : tous ces pays où dans les années 60 beaucoup ont cru faire la révolution quand ils ne faisaient que traverser une crise d'adolescence, alors que d'autres en Espagne, au Portugal, en Grèce ou en Europe de l'Est devaient affronter des dangers bien réels.

Dans ces pays, on s'attarde ainsi longuement à chercher les explications du fait que les immigrés de la seconde génération ne sont pas intégrés aux élites (à part pour décorer sur les écrans de télévision) ; on en débat, on écrit des livres, on lance de vastes études dispendieuses et on trouve des centaines de facteurs socio-économiques, politiques, culturels, religieux, voire même on évoque la discrimination positive ... sans se rendre compte que ces immigrés ont en commun un point essentiel avec une autre catégorie d'exclus : l'âge.

Aujourd'hui dans ces pays, les moins de 45 ans sont totalement absents des cercles dirigeants. Or, un immigré de la seconde génération a moins de 45 ans ! Handicap fatal. Au moins aussi grave, voire plus grave, que d'être d'origine maghrébine, turque, asiatique ou africaine.

Ainsi dans la Convention pour l'Avenir de l'Europe : pas d'immigrés de seconde génération, car tout simplement il n'y avait personne de moins de 45 ans. Ce qui donne d'ailleurs la mesure du poids qu'aura à moyen terme la future constitution européenne ! Il n'y a que sur Internet que les « exclus » du pouvoir ont le pouvoir : les générations de moins de 45 ans y ont en effet trouvé un espace vierge à conquérir.

Alors, quoi faire ? Se préparer sur la Toile et s'asseoir au bord du réseau en attendant de voir le monde réel se dégager de cette gangue générationnelle.

L'attente devrait ne plus être trop longue. Dès cette année, les départs à la retraite vont commencer à affecter massivement toute l'Europe de l'Ouest. D'ici 2006, on devrait donc pouvoir mettre fin à la panne de vision d'avenir pour l'Europe. Et de beaucoup d'autres choses, comme l'intégration des enfants d'immigrés.

Franck Biancheri

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/3628/309>

## The Atlantic Rim : the future of Transatlantic relations – Franck Biancheri (March 9th 2004 )

As we all know, since Christopher Columbus found his way to America, the Transatlantic relation was a 4 player game: South America, North America, Europe and Africa. It is only since the 19th century and mostly in the 20th century that the concept became synonymous of Northern Atlantic relations involving solely Europe and North America.

As everything we get use to after a generation or two, we tend to think of this as being 'natural', as if it has always existed and will always exist. Nevertheless Transatlantic Relations are historically made of the interactions of these 4 continents and most probably will be even more so in coming decades. When one sees the growing importance of Latin America on the world scene, the huge flow of populations from both Africa and Latin America to Europe and North America, the increasing pressure to find ways to fully integrate Africa within the global system, it would be rather surprising that in one decade or two the EU/US relation would still be the only significant dialogue for 21st century Transatlantic relations.

Therefore it is time to explore the concept and try to find out how it could be nurtured, developed and implemented with governments, local authorities, universities, companies of the whole region. Not surprisingly this concept was coined in Miami (which will be most certainly one of the capital cities of this Atlantic Rim) in 2002 at the occasion of [the 1st Miami Transatlantic Week](#); and it will be extensively discussed in April 2004 for the [Miami Transatlantic Week second edition](#).

To look to the future lets us keep in mind the past though it is far from being only positive. Indeed the most active times of direct interaction between those 4 continents were namely linked to the slave trade, when Europeans were conveying slaves from Africa to both South and North America. Not a glorious memory for 3 of the 4 players! Meanwhile it was also the time when modern South and North Americas were set up: a foundation time for these two. Because of this crucial and dark part of the common history of these 4 regions it is pretty obvious that the Atlantic Rim concept will have to deal with this past if it wants to have a future. It could supply a future oriented framework to fix the damages done to Africans centuries ago by the 3 others.

Meanwhile, in past decades, we have seen another side of the Atlantic Rim emerge, a cultural side, coming from the Carribean which is most probably the place where all the 4 continents have mixed the most, sometimes producing impressive cultural achievements such as music, which is a vibrant part of our common culture in all 4 regions.

Then of course, looking towards tomorrow's challenges we see that demography and growth fit well with cooperation patterns between the North and South Atlantic. We also know that Africa requires special attention from both Europe and the US, which will be more efficiently delivered if Africa's aspiration to unity and global recognition were shouldered by a proper Atlantic Rim regional arena. Then, we notice the increasing cooperation between Latin America, in particular Mercosur, and the European Union, as transversal Atlantic cooperation; and finally we feel that the usual EU/US relations will not be sufficient for tomorrow's world, not for either player.

The 'face-to-face' between the EU and the USA, will only lead to confrontations if we cannot

insert it into a broader, more friendly context. Africa and Latin America are definitely the other players in the game, and we need to use them to start a new game that will reshape the Atlantic Rim.

Franck Biancheri

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/903/309/>

## The EU needs a democratic reshuffling of its institutions' geography... Franck Biancheri (June 11th 2006)

The current geographical distribution was totally rational 50 years ago

The rationality of the distribution of EU institutions by 2020 is indeed in perfect line with the rationality that prevailed in the 50's for the first geographical distribution. After World War II, leaders were required to consider 2 constraints when it came to distributing the new European administrations:

a. to identify the most neutral or symbolic places that could contribute to the rapprochement of the enemies of yesterday (especially France and Germany) without provoking on the part of the various Member-States any fear that the one or the other would take control of the new common institutions.

b. to choose cities and regions that would be convenient for European leaders and civil servants from 6 Member-States to meet, given the technological means available at that time (telephone, propeller planes and barely electrified trains).

From the beginning, any centralized system was strongly rejected. And that is the main common feature between the past and the future of European integration and institutional geography.

Technology and Economics are changing Europe's map: the emergence of EuroRing 1

The internal political requirements (the need to democratize, to plant the construction in economically important cities) and the external ones (the need to build Europe's global conurbation to compete with groupings like "Tokyo-Kyoto", "Los Angeles-San Francisco", "New-York-Boston-Philadelphia", the need to assert the global role of the EU buildings with respect to cities with international influence such as Paris and London), the on-going and future technological realities (High Speed Trains, Internet), the human resources' requirements of EU institutions (need for greater diversity and better selection), all these developments result in the need to identify one specific EU area to become the decentralized nucleus of cities to distribute the main institutions : Euro-Ring 1 = London-Paris-DeltaMetropolis (The Hague-Amsterdam-Rotterdam-Utrecht)-Rhein Gebiet (Frankfurt-Köln-Bonn)- Brussels/Antwerp.

Networking societies and the decentralization of power are changing Europe's political fabric : Euroring 2 - the network of European capital cities

European society's growing trend towards decentralization and increased networking bolsters the need to build upon the concept of « networks of capital cities » to organize the EU institutions of tomorrow; and it enables the identification of a second Euro-Ring : EuroRing 2, comprising all of the capital cities of other EU member-states (Dublin, Copenhagen, Stockholm, Helsinki, Vilnius, Riga, Tallin, Warsaw, Prague, Bratislava, Budapest, Bucharest, Sofia, Athens, Ljubljana, Rome, Madrid and Lisbon), to host the other institutions with operating-requirements compatible with longer commuting times.

Citizens, in most EU member-states tend to look at their capital city as the place where

political power is historically located. This provides a huge added-value if properly used for an EU system which is longing for democratic legitimacy.

Meanwhile it helps to prevent the growing fear by national elites that they will never get any ounce of power back, as soon as it is transferred to the European level. The existing process allocating European Union agencies to cities through horse-trading negotiations resulted in a geogrpay opposite to what was wanted. This is no democratic added-value as nobody knows or understands why each agency is located in one place or another. As a matter of fact the usual allocation system does not work anymore as the Council has now for years been unable to choose where to put all agencies waiting for a seat.

.../...

**Three new criteria to take in account for allocating institutions to a city/region.** Euroring 1 area will become a vast European metropolis energized by high-speed trains (Thalys and EuroStar), fast and cheap planes and new information technologies. Meanwhile the growing complexity of the EU system (both in terms of political legitimacy as well as in terms of efficiency) requires that its locations generates both democratic added-value and an increase in human resource competences. Three new criteria have therefore to be formulated in order to create an optimal allocation.

a. A European Added-Value in terms of sectoral Leadership: to find out the cities and regions endowed with the political, symbolic and historical strength required to anchor in history and in a sustainable fashion a European Union of 500 million inhabitants (i.e. historically endowed with leadership potential on a European scale and in the sector of the concerned institution).

b. A European Added-Value in terms of Democracy: to choose among the cities and regions those offering the most significant democratic added-value (i.e. those physically and symbolically likely to bring the institutions closer to a significant amount of European citizens).

c. A European Added-Value in terms of Competences: to identify among the cities and regions those with the human resources bases most adapted to the needs of the institutions they will be hosting (the growing complexity of EU management requires the diversification of the expertise needed within the institutions as well as an increasing resort to external expertise).

The choice of Frankfurt for the European Central Bank in the 90s was a decision breaking the monopoly of Brussels-Luxemburg-Strasbourg on major EU institutions and clearly in line with the above criteria. This choice had already put the EU system into a new geographical dimension, breaking away from the 50s system.

A first possible scenario for allocating EU institutions in EuroRing 1 region

The application of these three criteria to the cities and regions of the Euroring 1 area has resulted in the definition of a first possible scenario Euroring 1A, with the following distribution of EU institutions:

- London: European Council
- Brussels: European Parliament

- The Hague: European Court of Justice
- Paris : European Commission
- Frankfurt : European Central Bank

As to the other cities, the three criteria enabled to confirm the choice of Frankfurt for the Bank. The Hague and the Delta Metropolis region (also including Amsterdam, Rotterdam and Utrecht) have already been chosen on a global-scale to be the capital center of justice. Finally Paris and the Paris area, already considered in the 50s/60s as a host to the Commission, is the other global metropolis (with London), likely to ensure international visibility for the European integrated executive organization; and to be in line with the historic role of the impulse played by the French since the origins of the European project.

Seven key ideas to keep in mind for elaborating tomorrow's EU political geography

In order to understand the constraints affecting tomorrow's EU power distribution and geographical organization, a few key constraints should be kept in mind.

- Enlargement to the East will not significantly affect the demographic, economic, financial and scientific balances.

Thus the centre of gravity of the enlarged EU will remain in effect in the Euroring 1 area.

- The European Parliament will have to be located in one single place.

- 'Remoteness' of a city or a region should be measured in terms of time of travel, cost of travel and quantity of data instantly transmittable. According to these criteria, the cities and regions of Euroring 1 are clearly among the closest from any point in the European Union.

- The EU will not have a significant presence in global affairs until it will capitalize on its cities that have, since long ago, conquered a place in the planet's political imagination.

- Very accurate problems of recruitment met by the European institutions from their three current capitals (concerning the civil servants as much as the experts) are in the rise and affect more and more the quality of the delivered services.

- Management of big international organizations (multinational companies in particular) show that for a decade already the concepts of physical meetings have been totally disrupted by the appearance of new technologies. The notion of proximity of the various functions within one organization has considerably been enlarged.

- Parliament-Government geographical proximity is only rarely a choice from the Parliament and more generally the choice of the executive power eager to keep the legislative power under strict supervision.

Far from being a XXth century system to fix, we think that European Union of the XXIst century is a new system to invent. This is at least the conviction of Newropeans in the EuroRings project.

[Franck Biancheri](#)

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/1174/46/lang,fr/>

## Pourquoi nous avons besoin du Oui, pour pouvoir démocratiser l'UE (12 avril 2005)

Avant d'entrer dans le vif du sujet, laissez-moi vous rappeler à quel titre je m'exprime ... non pas en terme de fonction, mais en terme de parcours. Cela peut vous paraître superflu ; mais j'ai le sentiment que si vous demandez un avis sur l'utilité et le fonctionnement d'Internet par exemple, vous essayez de savoir si votre interlocuteur y connaît quelque chose et en particulier quelle pratique il a de la chose. Eh bien, pour l'Europe, c'est pareil !

*Il est utile de savoir quel est le parcours européen de ceux qui vous font part de leur opinion sur le référendum de la Constitution. Appartiennent-ils au système communautaire ? Sont-ils payés par l'UE et ses institutions depuis des années ? Sont-ils des professionnels de la politique nationale qui ne voient l'Europe qu'à travers des conférences officielles ? Ou encore sont-ils des anti-Européens historiques récemment reconvertis dans l' « euro-critique » parce que désormais tout le monde ou presque est conscient que de toute façon notre avenir est européen ? Viennent-ils de secteurs de la société oubliés par la construction européenne ? Agissent-ils seulement dans leur propre pays tout en ayant le mot « Europe » tout le temps à la bouche (qu'ils soient d'ailleurs pro ou anti-Européens) ? Ou bien sont-ils actifs dans toute l'Union européenne ?*

Dans mon cas, c'est à la fois simple (car assez linéaire) et compliqué car j'appartiens à la première génération qui se meut dans l'Europe comme un « poisson dans l'eau », et, tout en apportant ma pierre à la construction européenne, je n'ai cessé de critiquer ses insuffisances notamment en matière démocratique. Alors, rapidement, voici un petit résumé de ce parcours qui échappe aux catégories habituelles sur les questions européennes et qui pourtant reflète bien, je crois, l'attitude d'une majorité de gens de la génération des 25/45 ans.

### Parcours d'europeén

Cela fera 20 ans le 16 avril prochain que j'ai commencé mon engagement européen en fondant le premier grand réseau étudiant trans-européen, [Aegea-Europe](#). Deux ans plus tard, la dynamique qui avait permis à des milliers d'étudiants de toute la Communauté européenne de commencer à inventer un nouveau mode d'organisation et de coopération à l'échelle européenne nous permettait de peser de manière décisive sur les chefs d'Etat et de gouvernement européens pour permettre enfin l'adoption d'Erasmus.

En 1989, pour les élections européennes, nous présentions le premier (et seul encore à ce jour) mouvement politique trans-européen alignant des listes (moyenne d'âge 26 ans) sur un même nom, un même programme et une seule et même organisation dans trois pays européens : France, Pays-Bas et Espagne. Il s'appelait "Initiative pour une Démocratie Européenne", preuve que dès cette époque nous avions senti que cette question démocratique allait devenir centrale dans le débat européen.

Tout au long, de la décennie 90, nous avons d'une part construit de nouveaux instruments de réflexion sur les défis de la construction européenne à long terme (dont [Europe 2020](#) est l'exemple le plus abouti), tout en continuant à dialoguer avec les citoyens et à les intégrer dans ce processus de réflexion sur l'avenir de l'Europe (notamment avec [Newropeans](#)).

Et depuis plusieurs mois, à l'occasion de ces referenda sur la Constitution, nous avons lancé la campagne du « [Oui-Mais](#) » à l'échelle européenne que nous menons sur Internet et dans des conférences-débats en Europe.

Oui! Mais...

« C'est étrange a priori » nous dit-on de prime abord dans les débats avec les citoyens, « car il

n' y a pas de bulletin « Oui-Mais » ! ». Certes, ... nous l'avions deviné en lançant la campagne du même nom.

Ce que « Oui-mais » signifie d'abord, c'est que ce n'est pas un « Non-Non », ni un « Non-Si », ni un « Non-Mais » ... c'est un « Oui » ... mais pas un « Oui-Oui » : un « Oui » qui reconnaît que les questions démocratiques soulevées par le camp du « Non » sont justifiées ; mais un « Oui » qui affirme aussi que le « Non » n'est pas porteur de solutions à ces questions, car la démocratisation est un processus long, positif et qui demande un engagement politique européen durable et sincère.

Or, en 20 ans d'activités européennes, j'ai pu constater qu'à de très rares exceptions près (comme par exemple l'euro-député eurosceptique danois Jens-Peter Bonde), la plupart des leaders du « Non » n'ont jamais apporté la moindre pierre à la construction européenne. Une telle pierre s'apporte notamment hors du cadre politique national : la construction européenne, ce ne sont pas des mots, mais des actes, de l'engagement, de la construction d'associations, de mouvements, de la critique effective, constante, farouche ... pas dans un salon, ou au coin d'une émission de télé à la veille d'un vote. Pas dans son pays seulement ; mais dans toute l'Europe. Et, ce qui est très grave pour des gens qui se revendiquent « critiques », c'est que la plupart ne s'est jamais préoccupé d'apporter les critiques nécessaires au système communautaire quand il y avait moyen de l'influencer.

[http://www.newropeans-magazine.org/?option=com\\_content&task=view&id=2079&Itemid=125](http://www.newropeans-magazine.org/?option=com_content&task=view&id=2079&Itemid=125)

## Occupy the future, may 2012

What do YOU want as a future for Europe, as a future for AEGEE? **Occupy the Future of Europe!**

FIRST PART: FUTURE OF EUROPE (5.00 -- 24.00)

The future of Europe in the next 8-10 years according LEAP, Laboratoire Européen d'Anticipation Politique.

08.04 2012: the second renaissance of European integration.

12.05 2014-2016: the big democratic rendez-vous between Euroland / EU and its citizens.

14.01 Euroland: a political entity, which is emerging.

16.33 Getting out of the mistakes, enlargement is dead.

18.35 International relationships; G20, US, UK, EU and BRIC's countries.

20.55 The third element of this decade for Europe: democracy.

At a time when both the European project and European youth are facing daunting challenges, the students of AEGEE-EUROPE are searching for inspiration and advice on how to conduct what they call a European (r)evolution.

Combining his experience of the first European renaissance of 1985-1992, when he became one of the fathers of Erasmus, and his current position as director of the leading European think-tank on the global crisis LEAP/E2020 (Laboratoire Européen d'Anticipation Politique), Franck Biancheri's speech in Enschede provides one of the very rare visionary perspectives on Europe's future, already present in his book "World Crisis : The path to the world afterwards : Europe and the world in the 2010-2020 decade". \*

<http://www.youtube.com/watch?v=IYn65UFUOwE>

# VISION 2020 : Réinventer l'Europe 2005-2020

Première publication en Juin 2002

**Préambule** : Le problème-clé de l'Europe des décennies à venir est de concilier aspiration démocratique, rêve d'unité et action efficace : **l'Europe n'est plus à faire ; elle est à gouverner démocratiquement et efficacement.**

■ **14 propositions** stratégiques et opérationnelles pour construire une Union Européenne élargie effective et démocratique au cours des deux prochaines décennies : un Gouvernement européen à la tête de deux entités administratives nouvelles, les chefs d'Etat et de gouvernement à la tête d'un exécutif européen unique, un Parlement Européen puissant intégrant niveaux européen, national et régional, la suppression du collège des Commissaires, la redynamisation du Conseil de l'Europe pour structurer le voisinage de l'Union européenne, la mise sous contrôle démocratique des politiques et des administrations communautaires.

■ **100 pages d'analyses et développements : le corpus intégral**

1. vers l'Europe politique : placer l'impératif démocratique au cœur de la construction
2. la réforme des institutions : adapter les institutions aux enjeux de l'Europe au XXI<sup>e</sup> siècle
3. réussir l'élargissement : prendre la mesure des défis et se doter des bonnes stratégies
4. les relations extérieures de l'Union européenne : permettre à l'UE d'assumer ses responsabilités au niveau international

<http://www.europe2020.org/spip.php?article2&lang=fr>